

ABONNEMENTS:

Édition Quotidienne:	
CANADA ET ETATS-UNIS	\$3.00
UNION POSTALE	\$6.00
Édition Hebdomadaire:	
CANADA	\$1.00
ETATS-UNIS	\$1.50
UNION POSTALE	\$2.00

Directeur: HENRI BOURASSA

EN MARGE D'UN DEBAT

A propos d'instruction obligatoire

L'un de nos correspondants discute ailleurs les chiffres produits par M. Langlois dans le débat de mercredi. Nous allons examiner la question plus générale de l'efficacité de l'instruction obligatoire — l'un des remèdes proposés par le député de Saint-Louis — quand nous arrivons à l'article du *Daily Telegraph* trop symptomatique pour que nous n'en disions pas un mot.

Tout le monde, écrit en résumé le *Telegraph*, désire que les enfants fassent de meilleures études, mais nous doutons fort de l'efficacité du remède proposé. "C'est un fait bien connu, dit-il en propres termes, que la loi ontarienne, sur laquelle était modelé le projet présenté l'an dernier, a été vainement dans environ deux cents districts, à cause de l'indifférence de la population et du fait qu'on n'a jamais pris au sérieux la besogne de policiers scolaires attribuée aux constables municipaux." Il ajoute, après avoir constaté l'échec de l'obligation scolaire dans plusieurs autres pays: "D'autre part, en maints pays, la coutume a généralisé l'instruction sans l'emploi des lois pénales, simplement par un système d'aide. Et quoi qu'on en puisse dire, il semble que la coutume est à faire la même chose dans la province de Québec. Par exemple, la présence moyenne des enfants dans nos écoles élémentaires est de 75.53%, comparée à 53% dans la Saskatchewan, 60% dans l'Ontario, 64% dans la Nouvelle-Ecosse, 69% au Nouveau-Brunswick, 71% à la Colombie-Britannique et 52% dans l'Alberta. Il faut noter aussi, en comparant les chiffres de l'Ontario et ceux du Québec, que la présence moyenne dans la première province tient compte des enfants de 5 à 21 ans, tandis que, dans le Québec, la moyenne n'est calculée que pour les enfants de 5 à 16 ans. Si on adoptait le système de calcul de l'Ontario, le pourcentage du Québec serait de beaucoup augmenté."

"Il semble donc que la province de Québec n'est pas aussi arriérée qu'on le dit!"

Ce son de cloche est assez rare dans la presse anglaise de la province de Québec pour qu'il vaille la peine d'être enregistré.

Nous posons à ceux qui croient à l'efficacité de l'instruction obligatoire, et qui connaissent les moeurs de notre pays, cette simple question: Par qui ferez-vous appliquer la loi?

Si vous confiez cette besogne aux commissions scolaires, croyez-vous que les commissaires seront bien pressés d'infirmer des censures ou des amendes qui risqueront de les mettre en gribouille avec leurs voisins? Si vous transférez au gouvernement le droit de poursuite, pensez-vous qu'on touchera volontiers aux parents qui auront l'avantage d'être du "bon parti"?

La grande probabilité, c'est qu'on fermera les yeux sur les actes des partisans et que la loi ne servira qu'à tracasser ceux qui seront mal notés.

Toute question de principe mise à part, le gros inconvénient de l'instruction obligatoire, c'est que l'application en est généralement inefficace ou qu'elle donne lieu, comme cela vient de se voir dans l'Ontario, à des actes qui soulèvent la réprobation générale.

Il n'y a pas quinze jours tous les journaux anglais racontaient l'histoire de cet immigré de Grande-Bretagne qui arrivait à Toronto avec sa famille, gardait à la maison sa fille de 12 ans à l'école pour aider la maman à tenir le ménage. Un fonctionnaire dénonça cette violation de la loi, le père fut traduit devant les tribunaux et finalement condamné à la prison. La mère, privée de l'aide de son mari, dut se mettre à faire des ménages pour payer les dépenses de la maison, et la fille, cause inconsciente de tout le mal, dut quand même rester chez elle pour avoir soin des bébés.

De sorte que l'application stricte de la loi aboutit à jeter un homme en prison, à désorganiser une famille, sans même atteindre son objet principal.

C'est un cas extrême sans doute, mais qui fait toucher du doigt la complexité de ce problème de l'instruction obligatoire. Il ne suffit point de décréter: Tous les enfants iront à l'école jusqu'à l'âge de... il faut prendre les moyens de les y mener. Si la présence de l'enfant à la maison est nécessaire, pour une raison ou pour une autre, si l'école est trop éloignée, si elle ne donne pas le type d'instruction qui convient aux parents, comment régleriez-vous le cas?

Le pays ne légifère point uniquement pour les bourgeois qui ont un ou deux enfants, avec le moyen de garder des bonnes.

La province de Québec, sans loi d'obligation, avec des conditions climatiques plus défavorables, accuse une fréquentation scolaire sensiblement supérieure à celle de l'Ontario, qui a depuis longtemps sa loi d'obligation. C'est un fait qui se passe de commentaires et qui comporte une leçon qu'on ne saurait écarter.

Nous ne prétendons pas cependant, personne ne prétend que la situation actuelle réalise l'idéal. Loin de là! Mais il s'agit d'appliquer au mal des remèdes efficaces, et non point la prétendue panacée dont l'expérience démontre le peu de valeur.

Au fond, c'est l'opinion publique et le sentiment que les parents ont de leur devoir qui régissent en ces matières. Tâchons donc, par une campagne comme celle qui se mène actuellement dans les congrès des commissaires, de former l'opinion, de montrer aux parents qu'ils ont un intérêt essentiel à donner à leurs enfants la meilleure éducation possible.

Rendons l'école attrayante, adaptons-la aux besoins réels des enfants. Relevons progressivement le niveau du personnel enseignant, de telle sorte qu'aucun parent ne puisse dire: Mon enfant perdrait son temps à aller à cette école...

Le gouvernement actuel a eu la bonne pensée d'établir tout un système de primes pour aider au relèvement des salaires. Il a eu cette autre bonne pensée de calculer sur la fréquentation scolaire, et non point sur le total des enfants d'âge scolaire, certaines primes. Il encourageait ainsi les parents à envoyer leurs enfants à l'école le plus régulièrement possible. Pourquoi ne réaliserait-il pas le projet déjà formulé par M. Tellier et ne créerait-il pas un nouveau système de primes: des primes d'assiduité?

Ce n'est point le fait que l'idée vient d'un adversaire qui devrait l'empêcher de la mettre à exécution. Il a déjà prouvé le reste qu'il n'hésite pas "à prendre son bien où il le trouve".

Omer HEROUX.

ESCAMOTAGE

L'un de nos amis nous adresse la note suivante:

S'il faut en croire la *Gazette* d'hier, le député de Saint-Louis a donné à la Chambre, mercredi soir, des statistiques qui montrent d'une manière frappante la nécessité d'une loi d'instruction obligatoire pour la population catholique de la province.

A lire la feuille du matin, on dirait que les députés sont restés absorbés par les révélations extraordinaires de M. Langlois.

Prétendant s'appuyer sur des documents indiscutables, M. Langlois a tenté d'établir que la plupart des élèves quittent l'école entre leur 10e et leur 12e année.

Les arguments qu'il a apportés sont bien un peu mêlés: il s'y glisse, ici et là, de l'ombre, presque de l'obscurité. Il en fallait bien un peu: comment prouver que le plus grand nombre de nos enfants ne fréquentent plus l'école après leurs dix ou douze ans, quand les statistiques officielles portent à 88 p.c. la fréquentation des enfants de 7 à 14 ans?

Aussi bien M. Langlois laisse prudemment de côté la statistique de la

fréquentation. Il va chercher ses arguments dans les chiffres qui indiquent la division des classes. Là est son habileté.

On sait que notre programme scolaire comprend huit classes: les quatre premières forment le cours élémentaire, la 5e et la 6e constituent le cours modèle, et les deux plus hautes le cours académique. On désigne ces différentes classes sous le nom de 1ère année, 2e année, 3e année, et ainsi de suite. D'après le programme, l'élève de 3e année n'est pas celui qui fréquente l'école depuis trois ans, mais celui qui est dans la 3e classe; un élève de 2e année, ce n'est pas l'élève qui a deux années de fréquentation, mais celui qui est dans la deuxième classe du cours élémentaire.

M. Langlois ne pouvait pas ignorer cette terminologie du programme scolaire, puisqu'il cite le rapport de M. l'abbé Dubois, visiteur des écoles de Montréal, lequel rapport établit (pages 11, 12 et 13) que les élèves s'absentent ordinairement de trois à six ou sept ans dans la 2e année du cours. Néanmoins le député de Saint-Louis, toujours égal à lui-même, feint de prendre la 2e année du cours pour la 2e année de fréquentation. Il feuillette le rapport de M. l'abbé Dubois, le rapport

de M. l'inspecteur Magnan, les rapports du surintendant de l'instruction publique. Partout il trouve que la plupart des élèves ne vont pas au-delà de la 3e ou de la 4e année du cours. Vite il lit qu'ils ne vont à l'école que trois ou quatre ans; et il conclut triomphalement que la plupart quittent l'école vers l'âge de 10 ou 12 ans.

Exemple. En 1908, dans nos écoles élémentaires, il y avait 77,000 enfants de la 1ère année du cours; en 1911, la 4e année ne compte que 15,000 élèves. M. Langlois s'écrit: De 77,000 enfants, après trois ans, il n'en reste plus que 15,000. Donc 62,000 ont cessé d'aller à l'école vers 10 ou 12 ans.

Il savait pourtant, par les rapports de l'abbé Dubois et du surintendant, que la plupart de ces enfants n'ont pas dans la 2e ou la 3e classe qu'ils sont dans la 2e ou la 3e classe. N'importe, il affirme imperturbablement qu'ils ont quitté l'école et sont entrés dans le monde pour y être la proie de la misère!

Ce raisonnement, M. Langlois le répète tout le long de sa harangue et à la fin il s'écrit, avec des airs pudibonds, que la situation est navrante, qu'il faut savoir regarder la vérité bien en face et suppléer la chambre et le gouvernement de faire au moins quelque effort pour remédier à ce déplorable état de choses.

A qui connaît le personnage il n'y a dans toute cette comédie rien de bien surprenant. Ce qui est peut-être un peu plus, c'est que dans toute la députation, qui compte plusieurs membres du conseil de l'instruction publique, il semble ne s'être trouvé personne pour mettre à nu le procédé d'escamotage du député de Saint-Louis.

Jean Gagné.

SUR LE PONT D'AVIGNON....

La police vient d'assigner devant les tribunaux un réagratier, vendeur d'armes à feu, chez lequel un jeune Italien encore mineur se serait récemment procuré un pistolet.

Le plus tôt la police sévira contre des réagratiers de cette espèce, le mieux elle fera. Sous des allures pacifiques, certains d'entre eux encouragent le vol, la rapine et même le meurtre. Il est temps de les ramener à la raison en les frappant à l'endroit sensible, à la caisse.

Un haut fonctionnaire de l'Armée du Salut, au Canada, vient de déclarer, à Ottawa, que cette association, à elle seule, nous a amené dix mille immigrants d'origine britannique, cette année, et qu'elle compte bien en amener quelques milliers de plus, l'an prochain.

Si les législateurs tenaient les associations de ce genre responsables des frais d'internement de certains de leurs pupilles dans les maisons de santé provinciales, ces associations y penseraient peut-être à deux fois, avant d'induire à venir ici des quantités aussi considérables de gens, parmi lesquels les faibles d'esprit ne manquent pas.

Le Mail, après avoir raconté le despotisme actuel qui sévit dans la république du Portugal, dit ce matin: "Il y a, dit-on, moins de liberté populaire et le peuple a moins d'influence sur la conduite des affaires publiques portugaises qu'il n'y en a jamais eu, les temps de la monarchie. La République a-t-elle fait faillite?"

Plusieurs correspondants de grandes feuilles anglaises et françaises l'affirment, avec preuves à l'appui.

Le gouvernement du Commonwealth d'Australie vient d'imposer la clôture, à la Chambre des députés fédéraux de cette colonie.

Un journal remarquant hier soir que l'opposition, à Ottawa, attend avec impatience l'ouverture de la session prochaine, afin de mettre à l'essai les 43,000 nouveaux mots qu'un grand dictionnaire de la langue anglaise, récemment paru, vient d'ajouter au vocabulaire anglais. Nos oppositionnistes seront déçus. L'opposition australienne, grâce à la clôture, ne devancera certes dans l'emploi de ces milliers de mots nouveaux.

Le gouverneur Colquhoun, du Texas, a ouvert, hier, à Cuero, Texas, une parade de cinq mille diables, qu'il a précédés dans la rue.

Plusieurs de nos principaux politiciens n'oseraient faire le geste de se gouverner. Ils craignent que le public les prit pour des membres actifs de la confrérie, pour ses chefs.

M. Hocken, le maire de Toronto, a fait, au dire du *Droit*, un vil appel aux catholiques, ontariens de langue anglaise, afin qu'ils s'unissent aux protestants de leur province pour empêcher que l'Ontario devienne une province française, grâce aux écoles bilingues.

Ca n'est pas la première fois que les Orangistes, — dont M. Hocken est un des grands dignitaires, — invitent les catholiques de langue anglaise à s'unir à eux contre les catholiques de langue française. Le 21 janvier, les 43,000 nouveaux mots qu'il dérivait jadis dans l'affaire Laumière, l'hôtel des postes actuel ne suffira plus à l'écoulement de cette correspondance.

Le Veilleur.

BILLET DU SOIR.

Sur la foi d'un autre journal, mais avec un peu plus de concision, grâce au typographe qui veillait, la Patrie du 17 novembre annonçait que "M. Borden nommera bientôt un nouveau ministre sans portefeuille". Plusieurs lecteurs exclusifs de la Patrie se sont sans doute dit que c'était dans l'ordre; mais cet entrefilet en a effaré certains autres. — qui lisent aussi d'autres feuilles. Il les a fait réfléchir. Ça n'est pas souvent qu'un article de la Patrie fait penser; mais, cette fois-là, il a fait penser jusqu'au rédacteur du Soleil.

Et ce brave rédacteur, de sa plus belle plume d'oiseau qui vient de France, raille tant et tant la Patrie qu'elle lui riposte en lui collant au nez certain mastic fait au Soleil même, dans lequel il avait mêlé un ministre avec le catale, produit du croisement d'un buffle et d'une vache. Il y eut des rieurs des deux côtés... et le Soleil n'a plus taquiné le veau de la Patrie. Les MM. Tarte le protégent, il pait à l'ombre des colonnes de leur journal, et, quel que bon jour, il entrera dans le ministère, par la porte dérobée, — comme certaines élections, — pour que le tramway de M. Robert ne l'écrabouille pas, un soir de presse, rue Sainte-Catherine.

Au fond, il n'y a pas à s'effarer de la nouvelle lancée par la Patrie. Honnis soient donc ceux qui errent au journaisme, en cette occasion. On a déjà dit, — c'est le docteur Paquet qui faisait cette constatation, dans une assemblée publique, — que "M. Blondin est du bois dont on fait les ministères." Si on fait les ministères de bois, — et il faut en prendre la parole d'un médecin qui vit faire un cabinet, en 1911, et tâte les ministres de près, au point qu'il nous dira sans doute un jour qu'on les fait même de bois mou, rarement de bois franc, — pourquoi ne les ferait-on pas avec une substance animée quelconque?

Et puis, un nouveau ministre sans portefeuille, ça serait une économie pour le ministère; car, dans les temps de crise, le ministère pourrait sans doute tailler des coupures au ministre nouveau genre... et en faire des portefeuilles pour MM. Séguin et L'Esperance, par exemple. Un portefeuille en veau, ça coûte moins cher que le maroquin, c'est aussi simple et c'est tout ce qu'il faudrait pour ces nouveaux ministères. Ça aurait même un petit cachet de symbolisme. Et le veau serait toujours là, mine impénétrable pour des portefeuilles à distribuer à tous les aspirants. Hé oui, un veau ministre sans portefeuille, mais qui en distribuerait, c'est une belle trouvaille. Il serait au surplus fort utile, s'il n'est pas décoratif. Il peut-on en dire autant de tous les ministères, même avec portefeuille?

Enfin, il ne faut pas se frapper. Le lecteur exclusif de la Patrie a raison. Un veau peut bien être ministre. Il y a des précédents historiques. On ne saurait les nier; et l'on sait que les précédents ont grand poids, au parlement. Gallia, l'empereur romain, ne fit-il pas de son cheval favori un proconsul impérial? Un proconsul de la vieille Rome, ça vaut bien un ministre canadien.

Le veau de la Patrie peut dormir tranquille, et paitre en paix. Il a un bien bel avenir. Il rendra même à nos plusieurs politiciens ambassadeurs. Et peut-être voudront-ils être LUI!

LUSTURCU.

LA BROCHURE DE M. PELLETIER

C'est très probablement jeudi que paraîtra la brochure de M. Georges Pelletier sur l'immigration. Avec les documents y annexés: l'article de M. Bourassa et une lettre d'un homme politique important, — qui s'est beaucoup intéressé et s'intéresse encore beaucoup à cette question de l'immigration, elle couvrira 80 pages, grand format.

Prix: 15 sous l'exemplaire, \$1.50 la douzaine, plus les frais de poste (2 sous l'exemplaire, 25 sous la douzaine). Conditions spéciales pour des commandes plus considérables. S'adresser à l'auteur: M. Georges Pelletier, aux bureaux du DEVOIR, 71a rue Saint-Jacques, Montréal.

POUR VEUILLOT

Mgr Gerin donnera dimanche soir, au séminaire des Trois-Rivières, une conférence sur Louis Veillot. Les anciens élèves et les membres du clergé sont cordialement invités.

Mgr Gerin, ancien zouave pontifical, a personnellement connu le grand écrivain.

UNE LETTRE DE M. MIGNAULT

M. P.-B. Mignault, qui vient de partir pour l'Europe, a bien voulu nous laisser avant son départ sa réponse à la lettre de M. Walton que nous publions aujourd'hui.

Nous donnerons demain la lettre de M. Mignault.

LA SITUATION DE LA FEMME MARIEE

UNE LETTRE DE M. WALTON.

Le Caire, Egypte, 30 octobre 1913. Monsieur le Rédacteur du Devoir.

Monsieur, J'ai lu avec beaucoup d'intérêt dans le *Devoir* du 4 octobre l'opinion de M. P.-B. Mignault sur les modifications que j'ai proposées en principe sur plusieurs des réformes que j'ai suggérées. Cependant mon collègue fait quelques restrictions auxquelles je voudrais répondre.

Tout ce que dit M. Mignault sur cette question mérite la plus grande considération, et j'ai constaté avec plaisir que nous sommes d'accord en principe sur plusieurs des réformes que j'ai suggérées. Cependant mon collègue fait quelques restrictions auxquelles je voudrais répondre.

LA COMMUNAUTE N'EST PAS UNE LOI BARBARE

Tout d'abord je n'ai pas dit que la communauté est une loi barbare, mais je dis qu'il faut y introduire quelques modifications afin qu'elle corresponde aux besoins d'aujourd'hui.

Lorsque la propriété consistait principalement en terres, et que le commerce et l'industrie n'avaient pas encore pris le développement qu'ils ont à notre époque, c'était un système excellent. Maintenant ceux qui connaissent la communauté le mieux sont les plus désireux de l'éviter. Combien d'avocats, ou combien d'hommes d'affaires se marient aujourd'hui sous ce régime?

PROTECTION DES BIENS DE LA FEMME

Où je suis le moins d'accord avec M. Mignault c'est quand il prétend que, sous le régime de la communauté, les intérêts de la femme sont protégés efficacement. Il dit que la loi protège la femme mariée même à outrance. Je ne puis à sa être de cet avis. Les biens meubles qui appartiennent à la femme avant son mariage, ou ceux qui lui échouent par testament, ne sont pas protégés. Demander une séparation de biens est un remède tout à fait insuffisant, parce qu'il n'est pas nécessaire pour le mari de dire à sa femme ce qu'il fait des biens de la femme. Elle ne peut rien faire de ses biens meubles, elle ne peut rien faire de ses biens immeubles. Elle ne peut rien faire de ses biens meubles, elle ne peut rien faire de ses biens immeubles.

Je crois que personne ne peut défendre la loi actuelle. Après tout, une femme ou un mari est plus proche qu'un cousin du cinquième degré, et si la loi est autrement est temps de la modifier. Les détails d'un tel changement sont certainement discutables. M. Mignault prétend attribuer au conjoint survivant, quand il y a des enfants, le usufruct de la moitié de la succession en tout ou en partie. Mon objection à cette proposition est que dans les cas de petites successions — celles qui forment la grande majorité — un usufruit n'a pas une valeur appréciable. L'usufruit de quelques centaines de n'aurait guère une valeur appréciable. L'usufruit de la libre disposition de cette somme lui permettrait de fonder une entreprise, par laquelle elle pourrait vivre, elle et ses enfants. Je me réoccupe moins au sujet de riches ou des gens aisés, parce qu'ils finissent en général des conventions matrimoniales ou des testaments. Mais sur ce point il y a beaucoup à dire pour et contre, et un usufruit sans doute serait mieux que rien du tout.

LES CAUSES DE SEPARATION DE CORPS

Sur ce point aussi je ne suis pas convaincu par ce que dit M. Mignault, bien qu'il use d'un argument vénérable par son antiquité. Je crois que la femme devrait avoir droit à une séparation de corps et de biens, et à la garde des enfants, même quand cet adultère a eu lieu discrètement et sans scandale. Il est vrai qu'il y a un certain point de vue d'adultère de la femme est plus grave que celui du mari, mais il n'est pas la question. Les époux se jurent réciproquement fidélité, et le simple justice exige qu'ils aient le même droit à demander la séparation de corps pour une violation de ce devoir mutuel. La femme peut pardonner au mari l'offense si elle le veut, et il peut être tenu pour dit qu'elle agira ainsi dans beaucoup de cas. Mais lui refuser le droit d'obtenir une séparation de corps pour une cause qui en donne le droit à son mari me semble l'injustice même. En France, depuis 1884, les époux sont égaux sur ce point, et la femme tout comme le mari peut demander un divorce pour cause d'adultère simple. Je ne crois que le mari dans la province de Québec ait besoin d'un plus haut degré de protection qu'en France.

Je vois que M. Planol dans la dernière édition de son traité, en parlant de la loi française de 1884, laquelle abolit l'inégalité — que maintenant le mariage est basé sur l'égalité — dit: "Bien que le système du Code ait encore quelques partisans attachés, on doit applaudir à cette réforme." Je ne pense pas que le mariage puisse être basé sur l'inégalité. M. Mignault appelle "des motifs de pur sentiment" il est basé sur la justice la plus élémentaire.

F. P. WALTON.

Rédaction et Administration:

71a RUE SAINT-JACQUES
MONTREAL.

TÉLÉPHONES:

ADMINISTRATION:

RÉDACTION:

FAIS CE QUE DOIS!

LETTRE DE QUÉBEC

Le député de Laval a-t-il été calomnié? — A travers les comptes publics

Québec, 20. — Le directeur du *Herald* sera invité à comparaître à la barre de l'Assemblée législative. Du moins il en est question aujourd'hui. M. Laverne a donné avis d'une motion à cet effet après que M. Prévost eût amené M. Lévesque, de Laval, à déclarer que le compte rendu d'une entrevue publiée par le *Herald* est un "tissu de mensonges, forgé de toutes pièces, par un mouchard de ce journal". La motion sera discutée lundi. Reste à savoir si la majorité la votera.

L'incident a fort amusé la Chambre et la galerie. On venait de proposer l'ajournement lorsque M. Prévost se leva, le *Herald* à la main, et résuma l'agencement de commentaires à sa façon, le compte rendu de cette entrevue, qui est un cantique en l'honneur du premier ministre. A toutes les questions que le journaliste prétend avoir posées au député de Laval, celui-ci répond en définitive que si l'on met M. Gouin en cause il faudra défendre "le plus grand premier ministre que la province ait eu". M. Prévost dit que cette entrevue lui rappelle la fable du pavé de Pours, qu'il récite à l'intention de M. Lévesque. L'entrevue fait dire au député de Laval que le peuple n'est pas compétent à juger de l'opportunité d'une franchise, opinion que les électeurs de Laval, citoyens de Montréal, apprendront sans doute avec plaisir. Depuis, la *Patrie*, journal indépendant (rires), a déclaré, au nom de M. Lévesque, que l'entrevue est un tissu de mensonges. M. Prévost s'attendait à cette déclaration. Jamais il ne pouvait croire que le député de Laval avait parlé dans le sens que le *Herald* lui attribue. Le premier ministre n'est pas homme à s'ouvrir avant le temps et encore moins à faire ses confidences au député de Laval. Mais alors qu'il va se lever à ce point? Est-ce l'affaire d'un diner trop tard? M. Lévesque se lève fort ennuagé. Il regrette que M. Prévost se soit fait le porte-voix des journalistes ou plutôt d'un "mouchard". Cette entrevue a été fabriquée de toutes pièces, forgée, je ne sais dans quel but. Je suis allé, dit-il, demander au directeur du *Herald*, M. Beck, de rectifier, il m'a promis de le faire, et il a publié hier un article ridicule et injurieux. J'ai dit au journaliste qui est venu me voir: "Comment le tramway peut-il revenir cette année quand vous avez dit que nous lui avons tout donné il y a deux ans?" Et il répète que l'entrevue est forgée de toutes pièces. C'est un tissu de mensonges et de calomnies.

Evidemment, dit M. Laverne, il paraît y avoir eu une entrevue dont le rapport serait un tissu de mensonges et de calomnies. Dans ce cas, il importe d'entendre le journaliste responsable de ces calomnies. On a déjà expulsé un journaliste pour un cas beaucoup moins grave. Et M. Laverne donne avis qu'il proposera lundi que le rédacteur du *Herald* soit cité à la barre de la Chambre pour répondre à l'accusation d'avoir calomnié un député.

M. Francoeur intervient avec un entrefilet de l'*Événement* annonçant que MM. Laverne et Prévost n'assistent pas au caucus de l'opposition ce matin et demande des explications. Elles sont faciles à donner quand à moi, répond M. Laverne: j'étais retenu au Palais par les procédures en invalidation de l'élection fédérale de Lotbinière. A propos, il paraît qu'un député local aurait à cette élection payé \$15 de cigares à un électeur. Quant aux fonctions de whip, je m'en suis démis il y a un an. La nouvelle est vieille, comme tout le monde sait, excepté les députés ministériels, qui paraissent fort mêlés par le temps qui court. L'autre jour, un autre s'étonnait que M. Bourassa n'eût pas encore pris son siège à cette session. M. Prévost ajoute qu'il était retenu au comité du code municipal. On l'a informé de ce qui s'est passé au caucus et il est satisfait. Cela clôt l'incident.

Le seul débat important à parti cet incident a été provoqué par M. Tellier à propos du projet de loi de M. Trahan demandant que le maire d'une municipalité compte au quorum. Le projet en était au "deuxième étage" de la procédure, comme on dit en Chambre, c'est-à-dire à la deuxième lecture dont le vote comporte, d'après les règles de la Chambre, la sanction du principe. L'usage, en certains cas, est de déclarer le bill adopté et de l'expédier au comité de législation, l'abbatir des projets qu'on craint de rejeter en Chambre. M. Tellier n'est pas partisan de cette procédure et il l'a dit de nouveau cet après-midi. La loi qu'il s'agit d'amender a été proposée par un homme d'expérience, l'honorable M. Archambault, et elle exclut le maire du quorum. La législature a approuvé cette disposition. Quelle raison allègue-t-on pour la changer? Cette manière de procéder un peu à la cachette crée au dehors l'impression que les dé-

putés ne sont pas sérieux. Je pourrais, dit M. Tellier, citer plusieurs articles du code municipal qu'on retranche une année pour les faire revivre l'année suivante, à tel point que le public ne sait plus quelle est la loi.

Le premier ministre se défend de légiférer à la hâte et il déplore qu'on cherche à mettre le public sous l'impression que la législation légifère à la légère. Pour sa part, il lui répugne toujours de toucher aux codes. La règle veut que le vote en deuxième lecture sanctionne le principe, mais l'usage, depuis nombre d'années, est d'étudier la législation en comité et il croit que cela a du bon.

M. Trahan donne ses raisons. Le maire devrait compter au quorum parce qu'il est l'un de tous les électeurs. C'est d'ailleurs la pratique de tous les comités parlementaires. Finalement, le bill est voté en deuxième lecture, après quelques remarques de M. Bernier signalant plusieurs anomalies de la loi des cités et des villes.

Le projet de loi donnant le droit de vote à la police provinciale est voté en deuxième lecture.

Le volume des comptes publics pour 1913 a été distribué cet après-midi. Il prend de l'ampleur tous les ans depuis que l'opposition a réussi à convaincre le gouvernement qu'il devait fournir plus de renseignements au public.

La succession qui a payé le plus de droits en 1913 est celle de sir Ed. Clouston, \$125,635.75. Celle de M. Robert A. Allan a payé \$21,181.50; celle de M. R. Bagg, \$14,100.89; celle de Mme Blackader, \$15,950.45; celle de M. G. B. Cramp, \$30,041.03; celle de Mary Crawford, \$13,102.03; celle de A. E. Gladu, \$2,095.94; celle de M. C. M. Hays, \$26,252.63; celle de Maxime Lebeau, \$5,453.49; celle de Peter Lyall, \$24,000.00; celle de Allan R. McDonald, \$4,000.00; celle de Henry Smith Mussen, \$27,395.22; celle d'Alfred Brunel, \$18,102.72; celle de Robert Reford, \$11,269.51; celle de J.-D. Rolland, \$10,810.77; celle de F. W. Thomson, \$15,333.47. Dans le district de Québec, la succession Stuart H. Dunn a payé \$20,000, la succession Daniel Louis, \$17,802.56, la succession Elie Bédard, \$3,710.38, la succession Ignace Paquet, \$2,577.95, etc.

La taxe sur les véhicules moteurs a rapporté \$714,164.7. La route Edouard VII a coûté du fer juillet 1912 au fer février 1913, \$270,081.26.

L'agent de la province à Ottawa coûte \$2,000. Que fait-il?

L'agent de la province à Londres a coûté près de \$30,000. C'est \$9,000 de plus que l'an dernier.

La commission de la refonte du code municipal a coûté \$6,695.51 en 1913 et \$8,479.79 en 1912.

La commission des licences a coûté \$2,500.00.

Le bureau des censeurs de vices animées a coûté \$4,901.84.

L'indemnité aux propriétaires d'hôtels mis en disponibilité s'est élevée à \$111,000.00.

La subvention fédérale pour l'agriculture a été affectée comme suit: \$21,863.78 pour l'agriculture fruitière; \$10,000 pour l'industrie du bœuf; \$3,627.51 ont été dépensées; \$4,000 pour l'aviculture; \$10,000 aux sociétés coopératives, syndicates d'élevage, dont \$8,893.92 ont été dépensées; \$20,000 aux écoles d'agriculture dont \$18,374.97 ont été dépensées; \$2,000 pour l'Union expérimentale des agriculteurs de Québec, dont \$1,500 ont été dépensées; \$3,000 pour l'importation d'animaux de race pure; \$14,000 pour la culture du trèfle; \$20,000 pour le drainage souterrain, dont \$11,125 ont été dépensées; \$10,0

A L'OPERA

Mme "BUTTERFLY"

Mon chef m'a dit hier: "Va à l'Opéra; tu feras le compte rendu." Ça me rappelle la première fois que j'allai à une réunion politique, on m'avait prévenu de prendre les discours au long et on m'avait indiqué une fausse adresse, si bien que je tombai au milieu d'un couvent israélite; vous dire mon émoi serait vous raconter le trouble que j'éprouvai, hier soir, en écoutant Mme Butterfly, avec l'arrière-pensée qu'il faudrait communiquer au public sévère et connaître mes profanes impressions. Cependant hier on ne parlait pas hébreu, on parlait, au plus, un chanton italien.

Musset a prétendu que l'harmonie venait d'Italie, c'était peut-être vrai de son temps, mais depuis... non pas que j'aie oublié qu'elle fasse défaut chez Mme Butterfly; je connais trop l'engouement du public pour Puccini, et ne risquerai pas ainsi ma peau. Cependant, je ne puis m'empêcher de dire qu'on se dissensait quelquefois du son toujours désagréable des cymbales, surtout quand elles couvraient la fournaise surprise éprouvée par Butterfly à l'annonce de mauvaises nouvelles, et surtout, encore, quand la force est confiée à une artiste de la force de Mme Luisa Villani. Elles reviennent sans cesse, les cymbales, dans Madame Butterfly; leur son cuivré veut-il symboliser l'âme en quelque sorte métallique de la petite mousmée qui se raidit dans le malheur jusqu'à ce qu'enfin, elle se brise? La musique est-elle réalisée à l'égal du livret. Dans la maison mignonne où Pinkerton a enlèvement aimé se déroule un drame sauvage, hélas! trop vraisemblable, car notre civilisation n'est pas chrétienne, mais elle est Nippon, de la manie du suicide qui est pour nous une lâcheté et une faute. La fin brutale et rouge de Butterfly laisse cette impression trouble que l'on va chercher au Grand Opéra, au musée des horreurs. L'artiste tire de la pièce le meilleur parti possible et Mme Villani y est, sans faiblesse, naïveté, d'un bout à l'autre. Sa voix, de velours dans les airs d'amour, dans la souffrance des scènes métalliques qui percent comme des glaives.

Ses yeux d'un noir chaud ne sont que plus expressifs avec le coup d'éclat du japonais. De tout le spectacle, elle est la seule à ne pas être orientale, elle est la seule à ne pas être la "kimono" aux amplexes mouches. Sa mimique est comble, elle est réelle, et il n'y a pas jusqu'à son dernier sursaut avant que son corps souple se raidisse dans la mort qui ne soit d'un réalisme à faire peur.

M. José Segura-Tallien, dans un rôle nullement aisé, a été parfait, comme Madame de Sellem. M. Gaudeniz (Pinkerton) est consciencieux, mais son jeu avoisine le grotesque. Les décors révèlent un grand souci d'exactitude. Au premier acte, les vers-luisants neurent les lointains de leurs lueurs d'or les feuilles sombres des arbres, un feu grand pour un jardin nippon. Très gentille, la petite maison japonaise où Butterfly se consume dans l'attente, une lampe sur la table, le feu fixe de la mort et tout près, des amandiers, dont Butterfly coupe les fleurs pour en jeter le parfum, embourbant, narquois, dans le jardin et dans les poches bizarres les cravates déformées arrondies leurs pétales frisés.

I. D.

LES MATINEES DU SAMEDI A L'OPERA

M. Max Rabinoff, directeur-gérant de l'Opéra nous prie d'annoncer qu'il n'y aura pas de matinée les samedis après-midi. Ces matinées avaient été organisées par la Direction, spécialement pour les résidents des villes avoisinantes, sur la foi des assurances des chemins de fer qui donnaient un service de convois spéciaux qui permettaient aux amateurs de musique de retourner dans leurs familles immédiatement après la représentation. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Hier soir, les compagnies de chemins de fer ont annoncé à M. Rabinoff qu'elles ne pouvaient se rendre à sa demande.

Les concerts symphoniques annoncés pour le mercredi après-midi auront lieu le samedi après-midi, comme par les années passées. La Direction de l'Opéra croit que ce changement sera bien vu de tous.

Le prix des abonnements à la série des matinées du samedi sera remis à ceux qui se présenteront au contrôle avec leurs billets. Ils pourront aussi échanger leurs billets pour d'autres représentations.

LA DUCHESSE DE CONNAUGHT

Ottawa, 21. — La santé de Son Altesse Royale la duchesse de Connaught continue de s'améliorer, mais on fait bien attention que la duchesse n'ait pas le moindre tracassier, car s'il en était autrement elle serait exposée à une rechute. Son Altesse n'assiste à aucune réception publique ou privée. Le gouverneur général s'y rend avec la princesse Patricia.

On écrit que le gouverneur général ira à Montréal pour une couple de jours vers le 6 décembre.

OUVERTURE DE LA 35e EXPOSITION DE LA R. C. A. A.

Plus de 750 personnes attendaient l'ouverture de la 35e exposition de la "Royal Canadian Academy" aux galeries de la rue Sherbrooke hier soir.

Les nombreux visiteurs étaient reçus par M. William B. Brymner, président de la R. C. A. A.

LA CANADIAN PRESS ASSOCIATION

Toronto, 21. — A la suite d'un discours de Sir John Willison, l'Association de la Presse Canadienne a approuvé hier la suggestion d'inviter la fédération de la Presse Impériale à visiter le Canada en 1914. Les membres de l'Association ont choisi un comité composé de Sir John Willison, J. E. Atkinson et F. Mackay.

L'association a adopté une nouvelle constitution qui sera soumise au gouvernement, pour approbation.

DISPARITION D'UN ILOT

Ottawa, 21. — La nouvelle île découverte récemment près du Cap Sabie est de nouveau disparue sous les eaux. Le département de la marine n'a pas encore été notifié de la disparition de cet étrange îlot. On croit qu'il est en train de disparaître à cause d'un fort vent qui l'a entraîné par l'eau se serait amassé.

LES APPELS A LA COUR SUPREME

MIGNERON vs. WALKER. — DONALDSON vs. DESCHENES. — LAMOURÉUX vs. CRAIG.

Ottawa, 21. — Après avoir entendu la fin de l'argumentation dans la cause de Migneron vs. Walker, la Cour Supérieure a entendu l'appel dans la cause de Donaldson vs. Deschenes. La défenderesse est une dame Fournier, dont le mari qui était débiteur à l'emploi du paquebot "Kastalia" a été tué à son ouvrage dans le port de Montréal, en juin 1907.

La veuve Fournier intenta une action au propriétaire du vaisseau, au nom de ses enfants, et après un procès devant jurés, le tribunal accorda à la défenderesse une indemnité de \$5,000. La Cour de Révision confirma ce jugement.

L'accident qui causa la mort de Fournier est étrange. La victime travaillait dans le fond de cale, où il commandait une équipe de douze débardeurs. L'un d'eux, un nommé Thébert demanda la permission de sortir pour quelques instants. Fournier le laissa aller. Le débiteur se rendit à une buvette, prit quelques verres de bière et revint au navire en état d'ivresse. Il essaya de pénétrer dans le fond de cale par une ouverture dans le pont et fit une chute de 10 pieds. Il tomba sur Fournier et lui brisa le cou. Celui-ci mourut peu de temps après.

Or, le propriétaire du navire, par ses avocats, prétend que Fournier était lui-même responsable de la catastrophe, puisqu'il avait négligé ses devoirs de contremaître, en permettant à Thébert de sortir, en second lieu, le propriétaire, demandeur dans la cause en appel, prétend que toutes les responsabilités reposaient sur le contremaître Fournier et que d'ailleurs il n'était pas au moment de l'accident au travail, puisqu'il revenait d'une escapade, au cours de laquelle il s'était enivré. La Cour Supérieure rendra jugement plus tard.

M. Lefleur, C.R., et M. Aylmer, représentant les appelés, MM. P. L. Lefleur et R. Lefleur comparaitront pour la défenderesse Fournier.

L'appel dans la cause Lamoureux vs. Craig fut ensuite entendu. Une action fut intentée par le demandeur pour faire annuler le testament de Mme Craig, fait en faveur du défendeur Craig. Le demandeur alléguait une maladie mentale de la légataire. Le juge Bruneau de la Cour Supérieure rendit un jugement favorable au demandeur, mais la Cour de Révision du Roi, qui à l'unanimité accorda les biens testamentaires au défendeur Craig.

M. E. F. Survever, C.R., et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le demandeur, M. J. F. Survever et M. Hurlureau représentèrent le défendeur.

LA COMPAGNIE D'AUTOBUS

LE BUREAU DES DIRECTEURS A REDIGE, HIER, LES DETAILS DE L'OFFRE QUI ENVERRA AU CONSEIL MUNICIPAL LUNDI PROCHAIN.

Les directeurs de la Compagnie Canadienne d'Autobus se sont réunis hier et ont adopté un projet de détail d'offre qu'ils enverront lundi au conseil municipal.

"Le Compagnant" des Tramways, dit M. Duncan McDonald, n'a pas donné autant de détails dans son offre que nous en donnerons dans la nôtre." Il ajoute qu'il ne voit pas comment la Ville pourrait accorder la Compagnie des Tramways le droit de donner à la Compagnie d'Autobus, quand la Compagnie d'Autobus a déjà le droit exclusif de faire ce service.

MM. Godfrey et E. A. Lapointe, représentants de la Ville dans le bureau d'administration de la compagnie, n'assistèrent pas à l'assemblée, le premier étant d'opinion que l'assemblée était privée et le second n'étant pas revenu de Québec.

M. McDonald a répété que les voitures de la compagnie sont prêtes, mais qu'il n'y a pas de hâte à les faire venir d'ailleurs. Les chauffeurs sont encore en trop mauvais état pour commencer le service, malgré l'amélioration des rues.

Il croit qu'on n'a pas assez donné de publicité à ce qu'il a dit, dans sa lettre au conseil municipal, sur les commentaires faits à l'assemblée annuelle de la Grande-Bretagne tenue à Sheffield en septembre. M. O. R. Farrelly, gérant général des tramways de Sheffield, a conseillé aux municipalités de faire l'essai des autobus. Il a prédit que la concurrence entre les deux modes de transport sera plus vive d'année en année et que si les compagnies de tramways veulent la soutenir, elles doivent être prêtes à adopter le transport par voitures automobiles.

A LA COMMISSION DES LICENCES

La Commission des Licences a siégé hier après-midi et a accordé 143 renouvellements de licences.

Seuls les commissaires Choquet et Bazin étaient présents.

Le président a annoncé que vu l'absence du record Weir, la Commission se contenterait de proclamer les noms des hôteliers contre qui il n'y avait aucune opposition; il en existe d'autres encore contre qui il n'y a pas d'opposition, mais qui ne seront proclamés qu'à une autre assemblée. M. Choquet fait remarquer qu'à l'assemblée de mercredi prochain, à 2 heures 30, ceux qui ont été notifiés d'une opposition, devront être présents à l'assemblée avec leurs défenseurs et leurs témoins. Les intéressés ne recevront pas d'autre avis, à eux donc de prendre les dispositions nécessaires pour combattre les oppositions.

M. J. H. Roberts questionné par le président de la commission afin de savoir s'il était prêt à faire ses oppositions a demandé à la commission s'il ne serait pas possible vu l'objection légale qu'il soumet, de ne faire qu'une seule preuve, et ensuite comprendre toutes les oppositions basées sur le même acte déclaré en outre être prêt pour mercredi.

ROUTINE DE LA CHAMBRE

Pétitions déposées :

— De la part de H. Mallet et autres demandant d'être constitués sous le nom de Canadian Magdalen Association.

— De la part de l'Association Athlétique d'Amateurs demandant certains pouvoirs.

— De D. F. Myers et autres demandant d'être constitués sous le nom de l'Association de la Montagne de la Roche.

— De E. Duroch et autres demandant le pouvoir de vendre certains biens.

— De Constantin Paldiz et autres demandant d'être constitués sous le nom de Roumanian Orthodox Church.

— De la cité de Maisonneuve demandant le pouvoir d'emprunter pour acheter des pompes, reconstruire le poste de pompage de la rue Lacombe, de construire des conduits souterrains, d'être mise sur le pied même que Montréal quant au placement des malades tuberculeux, des aliénés, de vendre des lots, d'acheter la propriété des Frères des Ecoles Chrétiennes, d'acheter le Parc Maisonneuve, d'aider à la construction d'hospices, etc.

— A. M. Lévesque, l'on a répondu que 5,530 successions ont été ouvertes en 1912-1913, dont 1,145 ont payé l'impôt et 4,385 n'ont rien payé.

Projets de loi lus une première fois :

— Loi amendement la loi relative aux bureaux de placement.

— Loi relative à l'inspection des bouillottes et aux ingénieurs stationnaires.

— Loi pourvoyant à l'inspection des hôtels.

— Loi relative à certaines déclarations que doivent publier les compagnies propriétaires de journaux.

— Loi concernant la liberté de la presse.

Projets de loi votés en deuxième lecture :

— Loi amendement l'article 5559 des statuts révisés, 1909.

— Loi amendement l'article 137 du code de procédure civile.

— Loi amendement l'article 3626 des statuts révisés de 1909.

— Document demandé par M. Lavergne concernant le loi 41, rang 3, nord du canton Hope.

— M. Patenaude donne avis qu'il demandera quel est le coût total de la route Edouard VII jusqu'à date, et si la route Montréal-Québec a été donnée à l'entreprise, à qui et à quel prix.

— M. Lavergne demandera à M. Francis Archambault et Mme Francis Archambault l'emploi du gouvernement.

— M. Cousineau demandera tous les nouveaux documents concernant la prison de Bordeaux et le palais de justice projeté à Montréal.

— M. Langlois demandera combien la route Edouard VII coûte par mille et s'il est vrai que le gouvernement a payé l'asphalte plus cher que Montréal et Westmount. Aussi pour quelle raison le gouvernement n'a pas augmenté le traitement de certains fonctionnaires du palais de justice de Montréal.

— M. Bérubé demandera quels sont les ministres qui ont voyagé aux frais de la province.

Le "BULLETIN DE LA FERME" donne des renseignements sur toutes les questions agricoles. Très intéressantes pour le cultivateur. Pour informations, s'adresser à 1230 rue Saint-Vallier, Québec.

LE TESTAMENT DE JOHN SHARPLES

Le défunt a partagé sa fortune qui se chiffre à un million et demi entre les institutions de charité, les membres de sa famille et ses employés.

Québec, 20. — Le testament de l'honorable John Sharples a été rendu public aujourd'hui. La somme totale des dons et des legs est d'environ un million et demi. Le trésor principal recouvrera trente-sept mille dollars, en vertu de la loi des taxes sur les successions.

Les sommes suivantes ont été données aux institutions religieuses et de charité. Aux catholiques de langue anglaise pour l'entretien du cimetière Saint-Patrice, à Sillery, \$10,000; Asile du Bon Pasteur, \$20,000; Hôtel-Dieu du Précieux-Sang, \$30,000; Maison Sainte-Brigitte, \$25,000; Pères Jésuites, \$10,000; Hôpital Jeffrey Hale, \$10,000; Armée du Salut, \$5,000.

Les autres legs sont : Mme Sharples, tout l'ameublement de la résidence du défunt, etc.; Mme Jane H. Pohl, Liverpool, une robe, chartrier, \$10,000; Eusebe Larocbe, chartrier, \$10,000; Richard Allyn, \$4,000; y compris Allyn, \$15,000; A. C. Lindsay, avocat, \$10,000; les dix membres du personnel de son bureau, \$2,500 chacun.

Le reste de la succession sera divisé comme suit : au quart à Miles Yvonie, Mary, Blanche et E. F. Pohl, un quart à Richard Allyn de Morden, Han, et le reste comme suit : un cinquième à la maison Ste-Brigitte; la moitié à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur; un cinquième à l'Hôpital Jeffrey Hale et deux-cinquièmes au Bon Pasteur pour l'œuvre de la croix.

Mme Sharples et M. George H. Thompson et D. Watson sont les exécuteurs testamentaires.

GROSSE CARGAISON DE SOIES

Un chargement de soies d'une valeur de plus de \$200,000 est passé, hier, à Montréal, en route pour New-York, où la demande de Noël de ces tissus est fort considérable cette année.

Lorsque jeudi dernier, l'Emerson, qui a été arrêté à Vancouver, par un autre, un train spécial de 14 wagons attendait au quai, afin de prendre sans retard la riche cargaison que le navire rapportait d'Asie. Ce train, après avoir traversé le continent, est maintenant rendu à New-York, lieu de sa destination. On dit que aujourd'hui, 73 pour cent de la soie fournie par l'Orient au marché américain, passe par le Dominion.

L'ELECTION DE LANARK-SUD

Toronto, 20. — L'élection de Lanark-Sud, retardée par le gouvernement depuis huit mois, aura lieu sous peu, et trois candidats se feront la lutte : le docteur Henry Cameron, le colonel Balderson, conservateur indépendant; Arthur Hawkes, candidat opposé à la marine Borden.

W. Hawkes se présente comme indépendant et son programme est "Canada d'abord et politique de bon sens".

LE TUNNEL DES SELKIRKS

Le vice-président Bury, du Pacifique Canadien, vient de faire l'inspection des travaux du grand tunnel des Selkirks que la compagnie est en train de percer dans les Rocheuses. Des progrès considérables ont été accomplis, surtout dans l'établissement du camp des ouvriers.

Une des plus récentes unions de la ville de Montréal est bien celle des employés d'ascenseurs, qui vient de naître. Elle portera le chiffre de Local 22. Leur charte vient d'être acceptée, et les réunions auront lieu au No 3, rue Craig, plus de 80 pour cent des employés d'ascenseurs en font déjà partie.

ROOSEVELT

en partant pour sa nouvelle expédition de chasse dans l'Amérique du Sud, a voulu emporter plusieurs paires de chaussures de Thomas Dussault, 281 rue Sainte-Catherine Est, parce qu'il sait qu'elles sont les plus solides, les plus durables et les plus confortables.

LE SYSTEME DES COLIS POSTAUX

ET LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Ottawa, 21. — Plusieurs représentants de compagnies de chemin de fer sont allés trouver l'hon. L. P. Pelletier hier pour discuter la question d'un nouveau système de colis postaux. Le principal point soulevé est celui qui a trait aux compensations réclamées par les compagnies. Le gouvernement leur paye actuellement un montant d'environ deux millions pour le transport de colis postaux, mais il est évident que ce dernier soit augmenté.

Seule la compagnie du Canadien Pacifique n'avait pas envoyé de représentant. Ceci est dû, croit-on, au fait qu'elle diffère des autres compagnies dans la façon d'envoyer la présente question.

Sa discussion sera reprise au cours de la semaine prochaine.

LE RESEAU MONTREAL-TORONTO

Le réseau Campbellford, Lake Ontario et Western, qui comprend la plus courte ligne entre Montréal et Toronto par le C. P. R. est aujourd'hui pratiquement terminé. La distance entre les deux villes est de 340,3 milles; on a été obligé de construire cinq ponts d'une longueur variant de 256 à 1,800 pieds. Les trains de fret circuleront vers le jour d'ici, mais il est peu probable que le service rapide des passagers soit inauguré avant le printemps. La ligne passe à travers les villes de Belleville, Trenton, Cobourg, Port Hope, Bowmanville, Oshawa et Whitby.

NE PAS CONFONDRE

Il n'y a qu'un atelier photographique du nom de Dumas dans le centre de la ville; c'est celui d'Albert Dumas, 249 rue Saint-Elie, près Saint-Guinet. Tél. Est 556.

Offre Spéciale

DE PALETOTS DOUBLES ET GARNIS DE FOURRURES POUR HOMMES

Pour ceux garnis de fourrure, \$25.00 et plus.

Pour ceux doublés en fourrure, \$40.00 et plus.

Ces paletots sont faits de drap beaver noir et brun de la meilleure qualité et en draps ulster dans une variété de nuances. Ils sont garnis de castor piqué mouton de Perse et loutre. La doublure en fourrure est en rat musqué bien fourni.

Si vous voulez faire une bonne acquisition, venez examiner la qualité de ces paletots.

Ne manquez pas cette occasion.

McComber & Cummings

La maison du mouton de Perse

373 RUE SAINT-PAUL

Angle Saint-Sulpice

Tél. Main 7545

DANS LE Monde Ouvrier

GREVE EVITEE

Paris, 20. — L'ordre de grève générale donné hier soir, aux mineurs par la Confédération Générale du Travail, n'a été qu'en partie exécuté. Sur les 200,000 mineurs de France, très peu seulement ont quitté le travail. Les autres attendent le vote de la chambre qui doit statuer sur la loi de 8 heures pour les mineurs, et c'est à ce sujet que la grève générale avait été décidée.

ASSEMBLEE LUNDI SOIR

Les charpentiers, local 134 de Montréal, doivent avoir un train spécial, et des plus importants, à la chambre No 1 au Temple du Travail, lundi soir. Tous les unionistes doivent assister à cette réunion.

GREVE A NEW-YORK

New-York, 20. — Un comité d'arbitrage s'est réuni depuis quelque temps de régler la grève de 400 examinateurs de l'étoffe dans les manufactures de hardes de cette ville. Cette grève mène à l'annulation d'une cessation générale dans l'industrie des hardes. 300,000 ouvriers et ouvrières se trouveraient affectés par cette grève. Le comité aura une nouvelle entrevue avec les directeurs des compagnies et les représentants des examinateurs, demain.

La grève a été déclarée lundi dernier, et depuis ce jour, aucune étoffe n'a été examinée, en sorte que la fabrication des hardes est à la veille de cesser.

LES CONSTRUCTEURS DE PONTS

La nouvelle union des contre-maîtres

POLITIQUE ETRANGERE

LE TRAITEMENT DES PRISONNIERS POLITIQUES AU PAYS DU TSAR

Londres, 21. — On publie dans toute l'Europe une protestation contre le traitement infligé aux prisonniers politiques en Russie. Cette protestation porte de nombreuses signatures d'hommes politiques, de savants, d'artistes et d'hommes de lettres de réputation européenne. Elle déclare que depuis que le tsar a publié son manifeste d'octobre 1905, promettant la liberté à toute la Russie, plus de 40,000 personnes ont été condamnées pour des opinions politiques. Sur ce nombre, 2,000 ont été exécutées et plus de 10,000 jetées dans l'horrible "Katorga" ou prisons de travaux forcés. Le troisième centenaire des Romanoff a à peine affecté les prisonniers politiques. Leurs terribles souffrances n'ont pas été mitigées. Les prisonniers sont encombres à tel point qu'il est impossible aux prisonniers politiques de se reposer même sur le plancher nu. La faim et les traitements les plus barbares sont leur traitement quotidien.

ANGLETERRE LE PACIFIQUE CANADIEN

LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN AUTORISE LA COMPAGNIE A REPRISE DE SON SERVICE DU FRET ET DES PASSAGERS DE PREMIERE ET DE SECONDE CLASSE.

Londres, 21. — Le gouvernement autrichien s'est enfin rendu aux pressantes représentations qui lui ont été faites et il a permis au Pacifique Canadien de reprendre ses affaires, sauf le trafic de l'émigration.

Le nom de Herr Veit, qui fut pendant plusieurs années consul aux Etats-Unis, comme agent de la compagnie, a été approuvé.

Le C. P. R. pourra maintenant reprendre son service de passagers de première et de seconde classe, ainsi que le transport du fret, qui ont été suspendus depuis le 17 octobre. Ceci, cependant, s'applique seulement à Vienne et à Trieste; il faudra une permission pour ouvrir les autres agences.

Le "Times", dit ce matin, en commentant la situation, que les derniers développements indiquent un changement dans l'attitude des autorités autrichiennes à l'égard de l'entreprise canadienne qui a des titres spéciaux à un traitement loyal de leur part. "Le gouvernement autrichien", dit le "Times", a choisi le Pacifique Canadien pour le développement du trafic sur les chemins de fer de l'Etat et pour fortifier Trieste comme port autrichien. Les mesures qui viennent d'être prises ne font que mitiger légèrement le tort causé et ne peuvent être considérées comme constituant un dédommagement pour les griefs légitimes de la compagnie.

"Il n'y a jamais eu la moindre raison de suspendre le service du fret du Pacifique Canadien ni celui des passagers de première et de seconde classe. La suspension était une injure imméritée pour laquelle la compagnie a droit de réclamation, et l'indemnité, elle devrait avoir à ce sujet l'appui entier du service diplomatique de Sa Majesté."

LE HOME RULE

D'APRES LE "DAILY MAIL" LES MEMBRES DU CABINET ASQUITH NE SERAIENT PAS D'ACCORD SUR LA QUESTION.

Londres, 21. — Dans un article publié hier, le "Daily Mail", déclare que la discorde règne au sein du cabinet, au sujet de la question du Home Rule. C'est la raison pour laquelle M. Asquith retarde de conférer avec les chefs de l'opposition, avant d'entreprendre l'étude d'un compromis qui satisfait les parties intéressées dans la solution du problème de l'autonomie politique de l'Irlande.

D'après le "Daily Mail", Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, David Lloyd George, chancelier de l'Echiquier, Sir Edward Grey, et le comte Haldane, lord Haut Chancelier, seraient en faveur de l'exclusion de l'Ulster du bill, tandis que Augustine Birrell, premier secrétaire pour l'Irlande, Reginald McKenna, secrétaire de l'Intérieur, et Walter Runciman, président du département de l'Agriculture, ne veulent pas entendre parler de l'exclusion politique de l'Ulster. Ils appartiennent à l'élément combatif du cabinet, qui veut que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour imposer le Home Rule.

"Il ne faut pas oublier, conclut le "Daily Mail", que les volontaires de l'Ulster sont au nombre de 90,000 et qu'ils possèdent le zèle jusqu'à fanatisme. Ils ont en leur possession 38,000 fusils et de nouvelles munitions leur arrivent tous les jours. Pendant ce temps, M. Asquith se tait et attend les développements."

LA FEDERATION IMPERIALE

Londres, 21. — Lord Emmott, adressant, hier, la parole à Crewe House, a déclaré que le moment n'était pas venu de faire entrer les Dominicains dans la grande fédération impériale, parce qu'ils n'y étaient pas préparés. Il croit, cependant, que l'opinion générale est favorable à ce projet et que l'on doit commencer immédiatement un échange de visites à travers toutes les parties de l'Empire.

Vous ne pouvez faire erreur, les

Thés du Japon

sont absolument purs. Le Japon ne permet la séparation que de Thés réellement purs.

HUERTA LIT SON MESSAGE

Le chargé d'affaires des Etats-Unis s'abstient d'assister avec les autres diplomates à l'ouverture solennelle du Congrès mexicain

L'ONCLE AM ATTEND AVEC CALME

Mexico, 21. — Le président Huerta a lu hier son message au Congrès. Le message était bref et ne portait que sur un sujet: la justification du coup d'Etat, par lequel le président Huerta a dissous les Chambres et a appelé au peuple. Les deux Chambres étaient convoquées pour 5 heures. Elles se réunirent dans la même enceinte. Le président Huerta s'est rendu au Congrès escorté par les troupes. Il n'y eut pas de manifestation populaire pendant le parcours.

Le message est une justification de la dissolution des Chambres. Vingt-sept députés du parti catholique étaient absents de la salle. Plusieurs membres du nouveau Congrès ont fait partie des Chambres sous l'administration de Díaz. C'est l'élément conservateur qui domine dans le nouveau Congrès. Le général Huerta a été applaudi à son arrivée et à son départ. Il a lu son message posément et n'a fait que quelques gestes. Lorsque le président s'est levé, un jeune député de mandata à ses collègues de crier: "Un honneur pour l'homme qui maintient la dignité de la nation!"

REPONSE AU MESSAGE

En répondant au message, le président de la Chambre, señor Tamayor, assura le général Huerta de la coopération cordiale du Congrès. "Si jamais, dit-il, un idéal patriotique doit régner au Congrès, en ces circonstances, il doit être le patriotisme plus que jamais et au-dessus de tout autre sentiment."

S'adressant au Congrès, il dit: "Sans doute, il dépend en grande partie de votre œuvre que le pays, avec l'aide de ses bons fils, fasse un suprême effort pour ne pas tomber dans la ruine et l'humiliation qui le menacent. Pour cette raison, vous venez ici animés du plus pur patriotisme, prêts à mettre de côté ambitions, intérêts personnels et même ressentiment politique et racoal afin de travailler dans l'union pour l'idéal suprême: la préservation de notre nationalité."

Dans la partie de son discours adressée au président Huerta, le président de la Chambre dit:

"Vous avez fait appel au patriotisme des sénateurs et députés qui composent le Congrès. J'interprète fidèlement les idées et les sentiments des membres des deux Chambres en vous assurant que tous sont résolus à remplir leur devoir et que l'amour de la patrie sera le sentiment qui les inspirera et nous gouvernera dans nos délibérations. Nous devrions surtout travailler pour la conciliation et la concorde, il faisant un effort constant dans le domaine de l'union, nous devrions nous unir, nous devrions nous unir et nous devrions nous unir. Vous ne pouvez compter sur notre coopération déterminée dans votre noble et suprême effort pour préserver l'intégrité et l'autonomie de la nation, que vous avez maintenue jusqu'aujourd'hui. Vous ne pouvez compter sur notre appui dans tous les efforts que vous pourrez faire en vue de l'œuvre de paix et d'unification de tous les Mexicains."

TOUS, SAUF LES ETATS-UNIS

Les fanfanes firent entendre les airs nationaux. Le président portait l'habit de soirée et avait un ruban tricolore sur le revers. Son état-major l'entourait. Au bas du trône présidentiel se trouvaient les membres du cabinet. Les diplomates, en grande tenue, occupaient des sièges dans les galeries. Les Etats-Unis seuls n'étaient pas représentés. Le chargé d'affaires O'Shaughnessy avait reçu des instructions de Washington lui intimant l'ordre de ne pas assister à l'ouverture du Congrès.

Sir Lionel Carden, l'ambassadeur anglais, arriva quelques minutes en retard. La rumeur courut un moment qu'il avait également reçu l'ordre de ne pas se rendre au parlement pour l'ouverture du Congrès. Les chargés d'affaires du Brésil et de Cuba, malgré les instances de M. O'Shaughnessy, se sont rendus au parlement pour entendre la lecture du message présidentiel. Les autres représentants de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud ont suivi l'avis des Etats-Unis.

La cérémonie manqua de ce bric, qui rendit ces séances remarquables sous le régime Díaz. L'élément féminin était représenté par un petit groupe de dames.

Les officiers qui accompagnaient le général Huerta portaient leurs sabres, malgré la loi et les règles de la Chambre. La seule signification de cette violation des usages de la Chambre et de la Constitution est que l'administration Huerta n'avait tout une administration militaire.

De nombreux détachements de troupes étaient postés dans les rues de la capitale et aux portes du parlement. Il n'y eut pas de désordres et le trafic ne fut pas interrompu dans les rues. Les magasins et les banques étaient fermés. Le Congrès, on a appris après la séance que les membres absents du parti catholique avaient agi conformément à une entente conclue à une réunion tenue mercredi. Seuls les députés du parti catholique assistaient à la séance, et on croit que cela indique que le parti catholique, tel que représenté par ses membres au Congrès, n'est pas sympathique à l'administration.

L'OPINION DU PRESIDENT WILSON

Washington, 21. — Le gouvernement américain croit que le régime Huerta touche à sa fin. Depuis quelques jours Washington ne s'est pas occupé de prendre de nouvelles mesures pour forcer Huerta à se rendre aux demandes des Etats-Unis.

Le blocus des ports mexicains n'a pas été commandé, ainsi que certains rapports le laissent prévoir. Les intérêts des étrangers au Mexique seront protégés par le gouvernement américain. A l'avenir, en parlant des sujets mexicains, on sera sous la protection des Etats-Unis, jusqu'à l'arrivée des croiseurs américains. L'arrivée de ces navires aura pour effet d'intimider les rebelles, qui récemment se sont déclarés hostiles aux Anglais.

Les navires actuellement dans les ports mexicains n'ont pas eu à faire de nouvelles manœuvres. Mais l'arrivée d'Alphonse XIII en août, ajouta Alphonse XIII en août.

ral Fletcher a reçu l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie et la propriété de tous les étrangers.

Les pourparlers avec les "Constitutionalistes" ont été poursuivis sans avoir le caractère proprement officiel et diplomatique.

Les Etats-Unis ne tentent toujours que les rebelles et les armées fédérales se livrent à des excès à la suite des rencontres, lorsque l'un ou l'autre camp fait des prisonniers.

Le président Wilson a discuté la question mexicaine hier. Il est d'avis que Huerta perd peu à peu le contrôle de l'administration. Son opinion est basée sur certaines dépêches reçues au département d'Etat. La pression exercée par les ambassadeurs étrangers sur le présent gouvernement ne peut manquer d'avoir un excellent résultat.

Le président a déclaré que depuis quelques jours, aucune instruction nouvelle n'avait été envoyée au chargé d'affaires O'Shaughnessy. Il a ajouté qu'avant peu les circonstances et les changements d'opinion obligeront le général Huerta à se retirer.

Quant à la politique future du gouvernement américain, M. Wilson a déclaré qu'elle devait demeurer dans le secret de l'administration fédérale de Washington. Conséquemment, il est difficile de dire ce que les Etats-Unis feront, si Huerta se retire. Maison Blanche a fait déclarer que les pourparlers entre William Bayard Hale et le général Carranza, chef des "Constitutionalistes" n'ont pas trait aux plans pour l'avenir. Il ne s'agit que de protection à accorder aux étrangers du Mexique.

La cérémonie de l'ouverture du nouveau parlement mexicain, qui a eu lieu hier soir et la lecture du message présidentiel par le général Huerta excitent beaucoup d'intérêt dans les cercles officiels. Le gouvernement américain attendra les actes du nouveau Congrès, avant de prendre une attitude quelconque.

Plusieurs officiers de l'administration sont d'avis que le général Huerta ne veut qu'une ratification de ses actes, afin qu'il puisse ensuite se retirer dignement.

HUERTA ET O'SHAUGHNESSY

Mexico, 21. — L'épouse du président provisoire du Mexique a donné une grande réception au château de Chapultepec, hier soir, aux diplomates et ambassadeurs. Le général Huerta a applaudi frénétiquement l'air du "Star Spangled Banner".

Il a joué une fanfare militaire. M. Nelson O'Shaughnessy, chargé d'affaires du gouvernement américain à Mexico, tous deux ont parlé du message du président. Mme Huerta a souvent été vue aux côtés de Mme O'Shaughnessy. Ces incidents ont provoqué de nombreux commentaires.

La réception fut exceptionnellement brillante. Les salles du palais étaient décorées de fleurs et de drapeaux. Les rafraichissements seuls ont coûté la somme de \$20,000.

DEPART D'UN CROISIERE JAPONAIS

Yokosuka, Japon, 21. — Une foule considérable et enthousiaste a assisté hier au départ du navire de guerre japonais "Izumo", qui est envoyé au Mexique par le gouvernement. Le plus grand bâtiment de la flotte japonaise, l'amiral baron M. Saito, ministre de la marine, a assisté au départ du navire, en compagnie de plusieurs officiers de la marine.

L'Izumo est sous le commandement du capitaine Keizaburo Moriyama. Il est reconnu comme l'un des plus habiles chefs de la marine. Le capitaine Moriyama parle le français et l'anglais.

UN CONCOURS

Nice, 21. — Un concours de tir a eu lieu aujourd'hui entre une équipe de marins du navire de guerre américain "Utah" et les soldats du 24ème bataillon des Chasseurs Alpins et trois équipes du 163ème régiment d'infanterie. Les Américains ont défait les équipes de l'infanterie, mais les Chasseurs ont remporté la victoire sur les Américains, par un résultat de 23 à 16.

A PROPOS DU "KARLUK"

Ottawa, 21. — Le département de la marine vient de recevoir des nouvelles du "Belvédère", vaisseau qui fut chargé d'aller ravitailler l'expédition Stefansson; il est actuellement dans ses quartiers d'hiver à Seattle. Comme ce vaisseau a suivi la même route que le "Karlu", ceci semble régler la question de ce dernier.

LES DEUX EXPLORATEURS STREET ET RADFORD

Ottawa, 21. — On n'a pas encore reçu de nouvelles de George Street, d'Ottawa, ni de Harry V. Radford, l'explorateur américain, partis tous deux à bord du "Hudson Bay" et devaient se rendre à l'île Chesterfield. On croit qu'ils ont été victimes des Esquimaux près de l'île Baker.

LE DUC DE SUTHERLAND

Londres, 21. — Le duc de Sutherland vient de vendre une immense étendue de terrains dans la paroisse d'Assut, à John William Stewart, son associé dans une puissante compagnie de construction de Vancouver. Cet achat va apporter à M. Stewart, qui possédait déjà des propriétés dans Assut, une rente annuelle d'environ \$30,000.

LE NOUVEAU COM-MANDANT DU C.M.R. DE KINGSTON

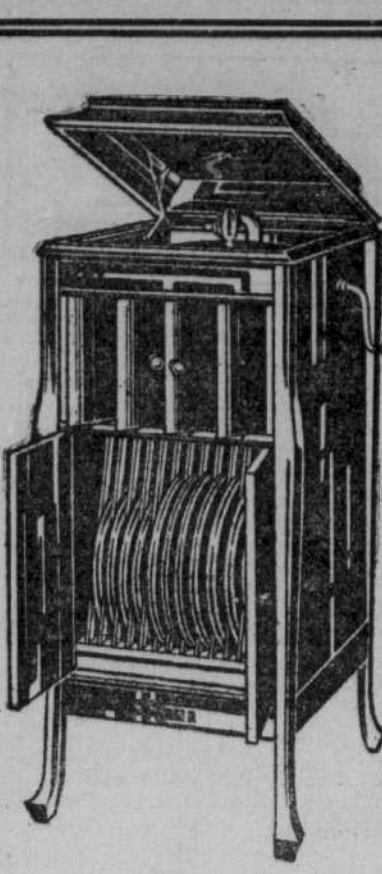
Londres, 21. — Le Lt-col. L. R. Carleton, commandant du second régiment d'Essex, vient d'être nommé au commandement du Collège Militaire Royal de Kingston, Ont.

M. G. H. PERLEY EN ITALIE

Londres, 21. — M. et Mme George H. Perley ont quitté Paris hier. Ils se rendront à Cannes et de là se dirigeront sur l'Italie où ils demeureront un mois, puis reviendront directement au Canada.

Abonnez-vous au "BULLETIN DE LA FERME" 25c par année

-1230 St-Valier, Québec



Pour \$135 nous donnons avec l'instrument de SÉLECTIONS 24 registres Columbia (double) AU CHOIX et 1,500 aiguilles assorties.

Ce Nouveau Modèle

"Leader" Columbia

\$135

CONDITIONS DE PAIEMENTS FACILES

Avec 48 Sélections

Le "Leader" est un nouveau modèle de Grafonola Columbia. Il est muni d'un puissant moteur silencieux Columbia à trois ressorts. Toutes les pièces sont montées sur le nouveau moteur en métal Columbia. La tonalité se règle par des Feuilleilles. Il a deux autres importantes et exclusives inventions Columbia, le levier de tonalité Columbia amélioré et le reproducteur No. 6, ainsi qu'un indicateur et régulateur de la vitesse. Il y a quatre porte-aiguilles qu'on ouvre ou ferme au moyen d'un bouton.

Cet instrument comporte un casier, pour 72 registres. La hauteur est de 41 1/2 pouces, la largeur de 18 pouces et la profondeur de 21 pouces.

En quart de chêne doré, fumé ou Early English, acajou d'un beau grain, ou noyer satiné, au choix.

N'achetez pas d'instrument avant d'avoir vu le modèle. On vous les conditions de paiement pour convenir à l'acheteur.

Quartiers Généraux :

LAYTON BROS

Le premier magasin de Pianos de Montréal

550 rue Sainte-Catherine Ouest



A PROPOS DE L'EXPOSITION PANAMA-PACIFIQUE

Vienne, 21. — Après une entrevue qui a eu lieu hier, entre le premier ministre et les ministres du Commerce et des Travaux Publics et les manufacturiers et marchands autrichiens, ces derniers ont déclaré que le gouvernement ne paraissait pas en faveur de la participation de l'Autriche à l'exposition Panama-Pacifique qui sera tenue à San Francisco, en 1915. Les hommes d'affaires ont très peu aimé les suggestions de M. Otrinka, ministre des Travaux Publics, qui veut que les manufacturiers souscrivent d'abord une somme de \$40,000. Le gouvernement paiera le reste. Les manufacturiers ont déclaré qu'une telle proposition était indigne d'un ministre d'une grande monarchie.

AU PARLEMENT

Londres, 21. — Une dépêche de Melbourne, Australie, dit que la lutte entre les partis rivaux au Parlement fédéral d'Australie vient d'entrer dans une nouvelle phase. Les sénateurs favorables à la cause ouvrière ont, pour la deuxième fois, cette semaine, ajourné les débats en guise de protestation contre le gouvernement. Celui-ci, par une voix de majorité, a décliné un vote de non confiance contre la motion Fisher.

ESSAI D'UN DIRIGEABLE

Paris, 20. — Le dirigeable "Adjudant-Vincenot", ayant à bord quarante passagers, s'est rendu à Issy-les-Moulineaux et à Saint-Cyr, où des exercices de lancement de bombes ont été exécutés. Les résultats ont été très satisfaisants.

UN CONCOURS

Nice, 21. — Un concours de tir a eu lieu aujourd'hui entre une équipe de marins du navire de guerre américain "Utah" et les soldats du 24ème bataillon des Chasseurs Alpins et trois équipes du 163ème régiment d'infanterie. Les Américains ont défait les équipes de l'infanterie, mais les Chasseurs ont remporté la victoire sur les Américains, par un résultat de 23 à 16.

A PROPOS DU "KARLUK"

Ottawa, 21. — Le département de la marine vient de recevoir des nouvelles du "Belvédère", vaisseau qui fut chargé d'aller ravitailler l'expédition Stefansson; il est actuellement dans ses quartiers d'hiver à Seattle. Comme ce vaisseau a suivi la même route que le "Karlu", ceci semble régler la question de ce dernier.

LES DEUX EXPLORATEURS STREET ET RADFORD

Ottawa, 21. — On n'a pas encore reçu de nouvelles de George Street, d'Ottawa, ni de Harry V. Radford, l'explorateur américain, partis tous deux à bord du "Hudson Bay" et devaient se rendre à l'île Chesterfield. On croit qu'ils ont été victimes des Esquimaux près de l'île Baker.

LE DUC DE SUTHERLAND

Londres, 21. — Le duc de Sutherland vient de vendre une immense étendue de terrains dans la paroisse d'Assut, à John William Stewart, son associé dans une puissante compagnie de construction de Vancouver. Cet achat va apporter à M. Stewart, qui possédait déjà des propriétés dans Assut, une rente annuelle d'environ \$30,000.

LE NOUVEAU COM-MANDANT DU C.M.R. DE KINGSTON

Londres, 21. — Le Lt-col. L. R. Carleton, commandant du second régiment d'Essex, vient d'être nommé au commandement du Collège Militaire Royal de Kingston, Ont.

M. G. H. PERLEY EN ITALIE

Londres, 21. — M. et Mme George H. Perley ont quitté Paris hier. Ils se rendront à Cannes et de là se dirigeront sur l'Italie où ils demeureront un mois, puis reviendront directement au Canada.

Abonnez-vous au "BULLETIN DE LA FERME" 25c par année

-1230 St-Valier, Québec

PERES DE FAMILLE

qui avez l'expérience de la vie, montrez votre esprit de prévoyance et facilitez l'établissement de vos fils et de vos filles en leur achetant des contrats—payables par petits versements,—dans le

"PRET IMMOBILIER LIMITEE"

qui leur prêtera SANS INTERET dans l'ordre numérique de leur inscription, le montant d'argent dont ils auront besoin pour se bâtir une maison ou acquérir une propriété de rapport ou pour toute opération immobilière—les plus profitables et les plus sûres des opérations.

Le "Prêt Immobilier, Limitée" est dirigé par des hommes d'affaires en vue et offre au public toutes les garanties d'administration prudente et progressive.

Demandez la Brochure Explicative Gratuite.

REPRESENTANTS DEMANDES. — Il y a encore quelques situations à prendre pour des agents bien qualifiés dans les districts non représentés. S'adresser au gérant du

"PRET IMMOBILIER, LIMITEE"

244 rue Sainte-Catherine Est, Montréal

PHONE : BELL EST 5779

VOITURES ! VOITURES !

VOITURES !

VICTORIAS pour cochers. CARRIOLES (sleighs) pour cochers. VOITURES DE LIVRAISON pour épiciers. VOITURES DE LIVRAISON pour laitiers. SLEIGHS Sainte-Catherine. CARRIOLES pour poney. Aussi tous genres de voitures d'hiver. SPÉCIAL—Deux automobiles à vendre.

Vous les trouverez aux meilleurs prix, chez

ULRIC ROY & Cie

1141 Avenue Papineau Tél. St-Louis 4605

The Atlas Construction Co., Limited

ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTIONS EN BETON

Nous fournissons les estimés pour tous genres de bâtisses. S'adresser à

37 RUE BELMONT, MONTREAL.

TRAINEAUX

Le genre, le prix et la qualité que vous désirez.

R. J. LATIMER & CIE. 445 SAINT-JACQUES

LA VIE SPORTIVE

UN REGAL SPORTIF POUR LES MEMBRES DU CLUB ATHLETIQUE

Quatre grands matchs de boxe au programme de la séance d'ouverture de la saison ce soir, au siège social du club

C'est ce soir qu'aura lieu au siège social du Club Athlétique Canadien Incorpore, 448, Sainte-Catherine Est, la séance d'ouverture de la saison de boxe à Montréal. A en juger par le nombre considérable d'adhésions enregistrées par le bureau de direction du club ces jours-ci, il y aura une très nombreuse assistance dans la salle du gymnase où se disputeront les quatre matchs au programme. Le spectacle sera de tout premier choix. Ce ne sont qu'athlètes ayant fait très brillamment leurs preuves que nous verrons en présence. Nous assisterons aux rencontres suivantes :

Kid Watson (nègre) vs Audette 6 rondes.

Arthur Giroux vs Amos Russell, 6 rondes.

Kid Carter vs Billy Grant, 10 assauts.

Frankie Fleming vs Arthur Delphine, 10 assauts.

Tous ces boxeurs de renom ont été présentés avant-hier soir au public avant la rencontre Simard-Carreau, au Parc Schomberg, ainsi que l'ex-champion du monde Young Corbett, qui sera l'arbitre officiel du club et qui a été le referee du match Hokuf-Mercier avant-hier au Parc.

L'arène dans laquelle auront lieu les rencontres a vingt pieds carrés et est au centre de la salle. Elle est surélevée de façon que tous les spectateurs rangés autour puissent parfaitement voir à tout moment.

Nous rappelons que, pour assister à ce très intéressant spectacle, il faut être membre du club. Il faut que les inscriptions soient faites et les cartes délivrées avant ce soir.

DANS LE MONDE DU HOCKEY

L'ASSEMBLEE DE LA N. H. A.

L'assemblée de la N. H. A. qui aura lieu demain soir à Toronto sera l'une des plus importantes de la saison. A cette réunion, l'échelle des parties sera adoptée et plusieurs amendements seront proposés.

Le système de punitions a été révisé par le comité nommé à cet effet et les suggestions qui seront faites se sont probablement adoptées sans discussions.

Une commission permanente d'arbitres sera nommée par le président. La suggestion de diviser la glace en trois parties et de permettre les hors-jeu au centre ne paraît pas probable. La décision définitive à la réunion de demain soir.

PITRE POUR LALONDE

M. Geo. Kennedy a reçu une lettre des frères Patrick hier l'informant qu'il acceptait l'offre d'échanger Lalonde pour Pitre. M. Kennedy viendra probablement à une entente avec "Newsy" aujourd'hui même.

ON ACCUSE LES WANDERERS

Ottawa, 21. — Les Ottawa sont mécontents contre les Wanderers qu'ils accusent de chercher à empêcher Skene-Ronan d'accepter les offres de Patrick. Il avait été conclu entre les magnats de l'Ouest et ceux d'Ottawa que Ronan serait échangé pour Kendall, mais à la dernière minute, Ronan a fait savoir aux officiers du club local qu'il n'ira pas dans l'Ouest. Les officiers s'en prennent aux Wanderers et ils accusent le club montrealais de l'avoir approché et de lui avoir conseillé de refuser toute offre de l'Ouest. Le cas sera soumis au président Quinn.

ASSEMBLEE ANNUELLE

Le président Lichtenhein a annoncé que l'assemblée annuelle du club Wanderer aura lieu lundi soir alors que l'on procédera à l'élection des officiers pour la prochaine saison. On espère que tous les équilibres de l'an dernier auront alors signé leur contrat.

RITCHIE A TORONTO

Dave Ritchie, qui jouait pour Grand-Mère de la Ligue Interprovinciale l'an dernier, a accepté d'abandonner l'amateurisme pour se joindre à un des clubs de la Ville Reine. Ritchie qui est un joueur d'équipe, était considéré comme l'un des meilleurs ailiers de la Ligue Interprovinciale.

IL L'ECHEPE BELLE

Didier Pitre, l'athlète bien connu, l'a paru belle, hier soir. Son auto est venue en collision avec un tramway et Didier n'a reçu heureusement aucune blessure.

IL A REFUSE.

Ottawa, 21.—Eddie Gérard, dans une interview avec Percy Lesueur, hier, a rejeté les offres du club Ottawa et a annoncé qu'il resterait amateur. Un contrat de deux ans avait été présenté à Gérard avec un salaire de \$1500 par année, mais celui-ci a préféré rester amateur et jouer pour le club Edinburgh. Il a depuis déclaré à Lesueur qu'il était inutile de lui faire de nouvelles offres, car il était bien déterminé à ne pas se joindre aux professionnels.

COO DION.

Coo Dion n'a pas encore accepté les offres du club Ottawa et il est fort probable qu'il jouera en compagnie de Grand sur l'attaque des New-Edinburgh.

IL JOUERA CHEZ LUI.

Québec, 21. — Contrairement à ce que des journaux d'autres villes prétendent, le club Québec n'a pas résolu de jouer plusieurs parties hors du terrain, avant de combattre sous les regards des fidèles amateurs de la cité de Champlain, la prochaine saison. Il n'y a qu'une chose de décidée, relativement au premier jour des luttes pour le championnat de 1913-14, dans la N. H. A., c'est que le club Québec s'installera aux Ottawa, dans la capitale fédérale.

M. M. Quinn et Ch. Frémont seront de nouveau les représentants du club Québec, à l'assemblée de la N. H. A., samedi prochain, à Toronto.

LE CLUB NEW-EDINBURGH

L'équipe de hockey New-Edinburgh, champion de la section locale de l'Union Inter-Provinciale, a tenu son assemblée annuelle, aux salles de l'O. A. C., et a fait ses premiers préparatifs pour la saison 1913-14. Les résultats sont les suivants :

Patrons honoraires, sénateur Edwards et l'hon. Chas. Murphy; président honoraire, J. Lumsden; vice-présidents honoraires, A. F. Mortimer et J. H. Slack, F. W. Carling, A.

LA CASQUETTE

QUILLES ET GYMNASIQUE

C'est ce soir, vendredi, que s'inaugureront les allées de La Casquette, le grand tournoi de quilles annuel de nos amis du nord.

Ce tournoi mettra aux prises, cette année, des équipes de première force, qui fera de cet événement un des tournois importants de la saison. Nous donnerons, à la suite de chacune des parties, la position de chacun des joueurs et de chacune des équipes.

Dimanche matin, à 11 heures, au Gymnase de La Casquette, grand rallye de tous les amateurs de gymnastique. La nouvelle section est, cette année, sous la direction de M. Horace Lefebvre, avec comme professeur M. René Lefebvre.

Que tous les gymnastes de La Casquette soient présents, ainsi que ceux qui voudraient joindre les rangs de cette belle section de l'association.

LIGUE MONTREAL.

La saison de cette organisation de hockey s'ouvrira le 22 décembre, au Jubilé.

Le club La Casquette a déjà commencé son entraînement au gymnase de l'Association. Le président Chamberland veut un championnat pour son organisation.

Johnny Doran a offert la coupe qui porte son nom aux champions de la Ligue Montréal.

Le club de hockey la Galette Canadienne a fait l'élection de ses officiers pour la prochaine saison. Les résultats sont les suivants :

Président, T. Bellemare; secrétaire, A. E. Paquette; gérant, J. A. Verrette.

Club St-Jacques

Le club de raquetteurs Saint-Jacques tiendra une importante assemblée dimanche après-midi, à 3 heures, au local du club, 224, rue Sainte-Catherine Est. A cette réunion l'on procédera à l'élection des officiers pour la saison 1913-1914.

Tous les membres sont priés d'être présents.

A LA PISTE DE NORFOLK

1ère course, \$300, six furlongs : 1. Undercover, 107, McTaggart, 6 à 1, 2 à 1 et 1 à 4; 2. Golden Prime, 107, McTaggart, 18 à 5, 6 à 5 et 3 à 5; 3. Buzz Around, 107, Butwell, 9 à 1, 3 à 1 et 6 à 5.

2ème course, handicap, \$350, six furlongs : 1. Zodiae, 109, Butwell, 20 à 1, 8 à 0, et 4 à 1; 2. Ben Quince, 106, McTaggart, 8 à 1, 5 à 2 et 4 à 5; 3. Saloon, 108, Butwell, 12 à 1, 4 à 1 et 7 à 4.

EUCHEUR ANNUEL DU TRICOLEUR DE MAISONNEUVE

Les officiers du club Tricolore de Maisonneuve sont très occupés ces jours-ci. Ils sont à préparer leur eucheur annuel et ne négligent rien pour faire un succès complet de cette fête. Ceux qui ont assisté à l'eucheur de l'an dernier savent que le Tricolore ne fait pas les choses à moitié et la fête de cette année promet d'être clippée tout ce qui s'est fait par le passé.

LE CHAMPIONNAT DE MONTREAL

EDMOND PELLETIER ET HARRY SEABACK SE RENCONTRENT DANS UN MATCH DE 900 POINTS A LA SALLE HAWSON.

M. M. Pelletier et H. Seaback, les deux experts locaux du pool, ont décidé de se rencontrer dans un grand match de 900 points à la salle Hawson. Les parties seront de 150 points chacune et seront disputées aux jours suivants : 24, 25, 26, 27, 28 et 29 novembre, à 8 h 30 m, précises.

ILS SE BATTRONT LE 8 DECEMBRE

(Service de la Presse Associée)

Milwaukee, 21. — Fackey McFarland, de Chicago, et Jack Britton, de New-York, se batront en cette ville le 8 décembre prochain. Le match sera de 10 rondes.

LE CLUB NEW-EDINBURGH

Soixante-sept propriétaires de chevaux ont été envoyés leur adhésion au directeur du Jockey Club de Dorval, en rapport avec le derby d'un valeur de \$25,000 qui sera couru à Dorval en 1914.

Au nombre de ces soixante-sept personnes se trouvent quelques-uns des plus grands éleveurs des Etats-Unis et du Canada.

Le derby de Dorval représentera une somme de \$20,000 en or qui sera

divisée entre les trois premiers chevaux et payée aux propriétaires aussitôt la course terminée. Ce sera la première fois qu'une bourse aussi considérable aura été donnée pour une seule course.

Ce Derby sera couru tous les ans. Voici la liste des ceux qui inscriront leurs partants dans ce grand événement futur.

George J. Long, August Belmont, W. F. Pressgrave, H. P. Whitney, C. L. Hervey, K. Spence, J. L. Holland, D. F. Carter, Joseph Versailles, A. L. Aste, Thos. J. Bird, B. V. Gomey, J. S. Tyre, H. C. Belwell, H. C. Appleby & Co., E. R. Bradley, W. F. McBride, E. J. O'Connell, A. W. McKinnon, R. F. Carman, Thos. F. Ryan, Mrs. L. A. Livingstone, D. Raymond, B. F. Guthrie, Arthur Maltby, W. Richard, J. F. Newman, John W. Schorr, J. T. R. Laurendeau, N. K. Beale, Alex. Dubé, John Krausman, E. W. Moore, M. E. Gruber, J. M. Cooper, H. A. Letourneau, Jerico stable, E. R. Déary, James T. McBride, Green T. Morris, A. Baker, Jefferson Livingston, C. W. Blanchet, W. M. Sheehy, Webber & Ward, W. O. Joplin, F. Mannix, Henry J. Morris, S. N. Holman, Chapman & Walsh, Elmore Treiman, J. W. Hedrick, Dorgans & Guy, John Whalen, E. Brewster, C. Reade, J. G. Wagnon, W. T. Anderson, H. C. Hallenback, W. H. Fisher, Charles Reynolds, A. C. Blume, J. M. W. Green, Nor. MacFarlane, Hal. Parr, J. W. Johnston, Eudie Quincy.

AU CONSOUS HIPPIQUE DE NEW-YORK

New-York, 21. — Les exposants canadiens ont remporté les honneurs hier après-midi au concours hippique dans le cadre du programme ouvert à la paire de sauteurs franchissant de front les obstacles. Sarah Moore, Rodden de Montréal et montée par le major Douglas Young et le capitaine W. H. Bell des Dragons Royaux se sont illustrés, les porte-couleurs du major devant The Wasp et Elphurst à l'hon. Sifton. Le lieutenant Shepherd, de l'artillerie américaine a remporté définitivement la coupe Beresford.

ASSOCIATION DE LA CASQUETTE

QUILLES ET GYMNASIQUE

C'est ce soir, vendredi, que s'inaugureront les allées de La Casquette, le grand tournoi de quilles annuel de nos amis du nord.

Ce tournoi mettra aux prises, cette année, des équipes de première force, qui fera de cet événement un des tournois importants de la saison. Nous donnerons, à la suite de chacune des parties, la position de chacun des joueurs et de chacune des équipes.

Dimanche matin, à 11 heures, au Gymnase de La Casquette, grand rallye de tous les amateurs de gymnastique. La nouvelle section est, cette année, sous la direction de M. Horace Lefebvre, avec comme professeur M. René Lefebvre.

Que tous les gymnastes de La Casquette soient présents, ainsi que ceux qui voudraient joindre les rangs de cette belle section de l'association.

LES LUNDIS DU CERCLE PAROISSIAL

ARTHUR BERNARD ET JOS LANDRY DANS UN MATCH 2 LANS 8 A FINIR POUR UN PARI DE \$100.

Tout est prêt pour lundi soir, le 24 alors que les amateurs de lutte scientifique verront Jos. Landry, de Strathmore aux prises avec Arthur Bernard, député à la fois titre, champion du Canada à 135 livres.

On se souvient que Bernard a remporté le championnat amateurs du Canada à 135 livres, aux tournois de lutte du M.A.A.A. et du Cercle Paroissial en 1911.

Jos. Landry a l'avantage d'avoir lutté en Angleterre et en Irlande, et les Philippines, et à Winnipeg où il a remporté victoires sur victoires.

Les deux antagonistes se montrent très confiants et l'on peut s'attendre à voir toute leur science et leur énergie en action.

Ceux qui assisteront à cette soirée auront l'occasion d'entendre M. E. St-Germain, violoniste de grande renommée, dans un morceau choisi pour la circonstance.

Les magnifiques salles du Cercle Paroissial sont situées au No 62 Boulevard Saint-Joseph Est, coin Avenue Coloniale.

EUCHEUR ANNUEL DU TRICOLEUR DE MAISONNEUVE

Les officiers du club Tricolore de Maisonneuve sont très occupés ces jours-ci. Ils sont à préparer leur eucheur annuel et ne négligent rien pour faire un succès complet de cette fête. Ceux qui ont assisté à l'eucheur de l'an dernier savent que le Tricolore ne fait pas les choses à moitié et la fête de cette année promet d'être clippée tout ce qui s'est fait par le passé.

LE CHAMPIONNAT DE MONTREAL

EDMOND PELLETIER ET HARRY SEABACK SE RENCONTRENT DANS UN MATCH DE 900 POINTS A LA SALLE HAWSON.

M. M. Pelletier et H. Seaback, les deux experts locaux du pool, ont décidé de se rencontrer dans un grand match de 900 points à la salle Hawson. Les parties seront de 150 points chacune et seront disputées aux jours suivants : 24, 25, 26, 27, 28 et 29 novembre, à 8 h 30 m, précises.

ILS SE BATTRONT LE 8 DECEMBRE

(Service de la Presse Associée)

Milwaukee, 21. — Fackey McFarland, de Chicago, et Jack Britton, de New-York, se batront en cette ville le 8 décembre prochain. Le match sera de 10 rondes.

LE CLUB NEW-EDINBURGH

Soixante-sept propriétaires de chevaux ont été envoyés leur adhésion au directeur du Jockey Club de Dorval, en rapport avec le derby d'un valeur de \$25,000 qui sera couru à Dorval en 1914.

Au nombre de ces soixante-sept personnes se trouvent quelques-uns des plus grands éleveurs des Etats-Unis et du Canada.

Le derby de Dorval représentera une somme de \$20,000 en or qui sera

AUX PREMIERS FROIDS

Mettez votre Char en Garage ou en Storage à

L'Auto Garage

375 à 381 rue Ontario Est, TEL. EST 6030 " " 6130

Prix pour Storage, depuis - - \$4.00 par mois.
Prix pour Garage, depuis - - \$10.00 par mois.

BATISSE ABSOLUMENT A L'EPREUVE DU FEU

Vous aurez tous les Accessoires nécessaires sous la main. Un des meilleurs ateliers de Peinture et de Réparations de la ville, le tout au plus Bas Prix du Marché.

UN SPECIALISTE pour les Réparations de Lampes, RADIATEURS et tous les objets en toile ou en cuivre est attaché à la maison dont les ateliers sont ouverts

JOUR ET NUIT

GAZOLINE 24 cents LE GALLON

Nous Remboursons toujours tous les Achats d'un jour par mois. Les Ache-teurs du 9 OCTOBRE peuvent présenter leurs reçus à notre caisse, ils recevront leur ARGENT.

Faits - Montréal

MORT DU CAPITAINE CHARBONNEAU.

L'ex-capitaine S. Charbonneau, membre du corps de police de Montréal pendant cinquante ans, est décédé mercredi soir, à sa demeure, à la suite d'une chute de tramway.

Le capitaine Charbonneau avait été nommé agent à 26 ans, et pendant 35 ans, il fut attaché au poste du carré Chabolliez. Il fut nommé capitaine il y a huit ans. Vers la fin de septembre, M. Charbonneau tomba d'un tramway en marche coin des rues Ontario et Pessis. Le défunt laisse une veuve et huit enfants dont quatre filles.

TIRE-LAINE ARRETES.

ELLE VA EN APPEL.

Au mois de janvier 1912, la Publishers Press Limited acheta de la William Lloyd Machinery Company de Chicago des machines à stéréotyper pour une valeur de six mille dollars. Au mois de juin, comme les acheteurs se trouvaient en retard dans leurs paiements, ils demandèrent aux vendeurs de leur faire crédit, la machine restant à leurs noms tant qu'ils ne se seraient pas en retard. La Publishers Press fut mise en liquidation six mois plus tard et les vendeurs réclamèrent la machine, mais le liquidateur s'opposa à cela prétendant que c'est simplement une hypothèque non enregistrée et par conséquent contraire à notre loi. La Cour Supérieure lui a donné gain de cause. De là, l'appel de la compagnie.

ACCUSE DE DETOURNEMENT

Le gérant de la Colonial Real Estate vient de prendre un mandat d'arrestation contre H. F. Raikes, gérant de la Valois Real Estate Company, accusé de détournement. L'on croit que Raikes s'est réfugié aux Etats-Unis.

Raikes, dit-on, a laissé un passif variant de \$15,000 à \$20,000. L'accusé était autrefois employé à la Colonial Real Estate, mais il y a eu quelque temps non nommé gérant des ventes. Plus tard, il quitta cet emploi, et fonda la Valois Real Estate avec bureaux à l'édifice Kastel, rue Sainte-Catherine. M. Place, le plaignant, était autrefois directeur de la compagnie de Raikes, mais voyant que les affaires allaient mal, il donna sa démission. Il fut remplacé par le fils de Raikes pour la somme de \$5,000 que l'accusé lui devait. Les porteurs d'actions de la Valois Lands Company, n'ont pas à s'inquiéter outre mesure du départ de Raikes, car la compagnie est non Raikes, est propriétaire des fermes à Valois.

INCENDIE, RUE BEAUDRY.

Un commencement d'incendie a été découvert, hier après-midi, au No 282 rue Beaudry, dans une maison occupée par M. A. Rochelleau.

Les pompiers accoururent rapidement, sous les ordres du chef Giroux, eurent vite fait d'éteindre les flammes. Les dommages se chiffrent à \$400. Pas d'assurances.

MAISON DETRUITE.

Une maison vacante, située en plein champ, au coin des rues Desjardins et Crawford, dans Rosemont, a été détruite de fond en comble par un incendie, la nuit dernière. La brigade du chef de district Dagenais a lutté pendant une heure avant d'avoir le contrôle du feu. M. Dagenais croit que l'incendie a été allumé par un incendiaire.

JEUNE GARÇON BLESSE.

Rosario, 14 ans, fils de J.-B. Pepin, 668A rue de Gaspé, a été blessé assez sérieusement, vers 5 heures 30, hier soir, sur l'avenue Van Horne, entre la rue Clark et le Boulevard Saint-Laurent, par un cheval qui avait pris peur. Heureusement, le jeune garçon ne fut pas atteint par les sabots du cheval; il fut seulement frappé et renversé par le côté de la voiture, tirant avec plus de peur que de mal. Le cheval fut arrêté par un constable qui le remit à son propriétaire, Max McClellan, 2536 boulevard Saint-Laurent.

Sous-Vêtements

Tout ce qu'il y a de plus chaud et de plus confortable, pour l'hiver, en fait de

SOUS-VETEMENTS

de toutes les meilleures marques et des meilleures qualités;

SOUS-VETEMENTS

irrétrécissables, soyeux et des plus durables aux prix les plus modiques se trouvent chez

ANATOLE

81 B'd Saint-Laurent

MORT SUBITE.

M. Ralph Jones, d'Ottawa, descendant à l'hôtel Freeman, depuis deux jours, a été trouvé mort dans son lit, par les employés de l'hôtel.

Jones s'était inscrit mardi, sur le livre de l'hôtel. Lorsqu'il se retira mercredi soir, il paraissait en excellente santé. Hier matin, vers 11 heures, personne ne l'ayant vu, les employés allèrent frapper à sa porte, mais ne reçurent aucune réponse. De nouveau, vers 4 heures de l'après-midi, on alla frapper à sa porte et on ne reçut encore aucun signe de vie. Les autorités de l'hôtel se décidèrent alors d'enfoncer la porte, et ils trouvèrent Jones, étendu mort sur son lit.

Le coroner fut averti et le Dr McTaggart, médecin expert, déclara que la mort était due à des causes naturelles. Le corps fut alors envoyé chez un embumeur. Le coroner disposera de ce cas.

M. Jones laisse une veuve et quatre enfants. Quatre frères lui survivent aussi et tous habitent Ottawa, où le corps sera transporté.

AUTO vs TRAMWAY.

Un accident qui aurait pu avoir des conséquences très graves, a eu lieu, hier soir, vers 11 heures, au coin des rues Marie-Anne et Papineau.

Une automobile occupée par quatre personnes est venue en collision avec un tramway de construction; le choc fut violent; les occupants de l'auto furent projetés sur le sol; l'un d'eux, Walter Fugère, chauffeur, fut blessé à la tête. Transporté à l'hôpital Notre-Dame dans l'ambulance, il fut pansé au dispensaire et ensuite il a pu retourner chez lui.

Les autres personnes n'ont pas été blessées; l'auto a subi des dommages assez sérieux.

CE CAS D'EMPOISONNEMENT.

L'enquête sur les causes de la mort de Mlle Suzanne Morris, survenue à l'hôtel-Dieu, va donner suite à des développements.

Il appert que l'on se trouve en présence d'un cas bien caractérisé d'empoisonnement survenu à la suite de manœuvres abortives.

Des analyses soignées dans les viscères de la défunte s'il leur est possible de déterminer la nature du poison qui aurait causé l'empoisonnement.

Malgré les instances faites auprès de la malheureuse à l'hôpital par le Dr J. J. Guérin, Mlle Morris s'est renfermée dans un mutisme absolu, entraînant avec elle dans la tombe son secret.

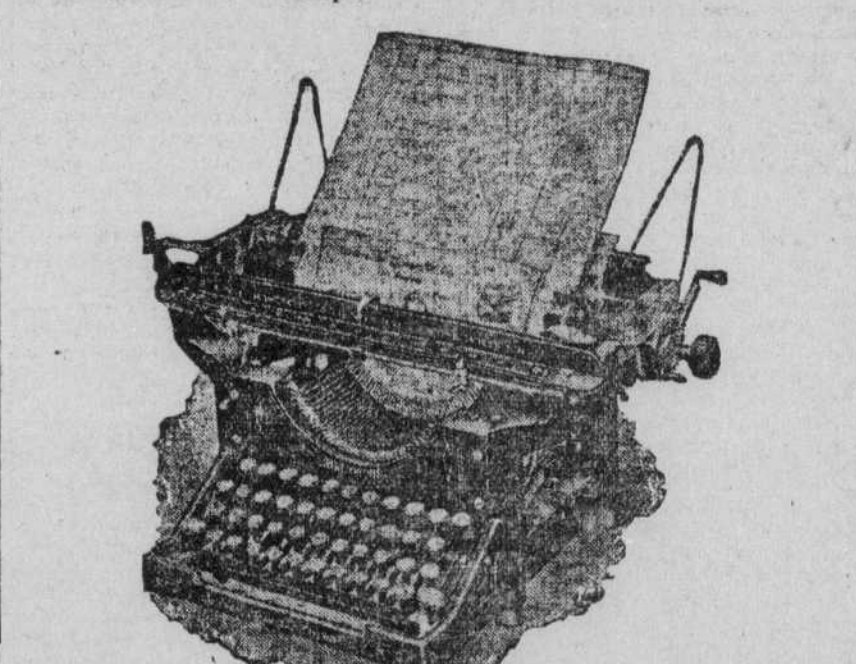
Il ne reste plus que les ressources

Une Comparaison

A l'homme d'affaires l'UNDERWOOD est aussi nécessaire que le baromètre l'est au commandant d'un transatlantique.

Le baromètre prévoit mais n'empêche pas la tempête sur la mer.

L'UNDERWOOD empêche les tempêtes du patron dans le bureau. Celui-ci n'a jamais lieu de tempête car là où l'on se sert de l'UNDERWOOD, l'ouvrage est fait proprement et sans bruit, et est toujours fini à temps.



United Typewriter Co., Limited.
109 rue Notre-Dame Ouest, Montréal.

LE DOCTEUR BOUSQUET

des Hôpitaux de Paris.
Maladies des Yeux, des Oreilles, du Nez et de la Gorge
REEDUCATION AUDITIVE (TRAITEMENT DE LA SURDITE)
Méthode Electrophonétique.
CONSULTATIONS 2 A 5 HRS. 324 SAINT-DENIS.
et sur rendez-vous. Tél. Bell : 4575 Est.

AMUSEMENTS

"CONCERTS DU DIMANCHE" THEATRE PRINCESS

Orchestre de 40 musiciens sous l'habile direction de M. J. J. Shea.
Dimanche prochain on entendra, dans un très beau répertoire
Mme BEATRICE BOWMAN
Soprano léger
PRIX POPULAIRES : 15, 25, 50 et 75c.
Les concerts ont lieu à 3 heures de l'après-midi et à 8 heures 30 du soir.

LA REINE D'ESPAGNE EST SOUFFRANTE

Paris, 21.—Le reine d'Espagne, en visite ici, souffre d'une attaque d'influenza, depuis quelques jours. Son état s'améliore cependant. Aussi, la roi a-t-elle décidé de partir prochainement pour Vienne. La reine demeurera ici jusqu'à son parfait rétablissement, puis elle partira pour Londres, où elle rencontrera le roi Alphonse de retour de Vienne.

LA SAINTE-CECILE A NOTRE-DAME

Il y aura répétition générale ce soir, vendredi, à 8 heures, à la tribune de l'orgue de Notre-Dame pour tous les membres des chœurs des églises qui ont bien voulu prêter leur concours pour exécuter la musique au salut solennel dimanche soir, le 23.

Londres, 21. — M. David Jackson, de Londres, a célébré hier son 105e anniversaire.

COMMERCE ET FINANCE

LA MATINEE A LA BOURSE DE MONTREAL

Comme nous l'annoncions hier soir, la Bourse a ouvert une heure plus tard, ce matin, par respect pour le mémoire de feu M. J. E. Gaudet. Ce retard de l'ouverture n'a pas été un préjudice pour personne, car le calme plat qui régnait depuis longtemps déjà et qui a été plus accentué ces jours derniers s'est maintenu dans le cours de l'avant-midi. Nonobstant ce calme le marché se tient ferme et les ventes se font peu nombreuses. Les courtiers se tiennent dans l'expectative et attendent toujours un événement qui viendrait troubler la tranquillité de la Bourse.

UN NOUVEL APPEL AUX ACTIONNAIRES

Le comité spécial nommé récemment par les porteurs d'obligations de la Canadian Cereal & Flour Mills, Ltd., a décidé, au cours d'une réunion tenue ces jours derniers, de faire un nouvel appel aux porteurs d'obligations. Les paiements, jusqu'à présent, ont été satisfaisants, mais tant que le comité n'aura pas perçu au moins 75 pour cent de l'appel, il lui sera impossible de prendre une attitude parfaitement définie, au sujet des propriétés de la compagnie.

On a appris que deux offres assez satisfaisantes avaient été reçues de certaines parts et des but de profiter des avantages offerts et de se débarrasser de la dette de la compagnie.

M. Jamieson, un des receveurs, était présent à la réunion du comité et son rapport touchant les affaires de la compagnie actuellement, a été considéré comme plutôt satisfaisant.

COMMERCE DE FARINE AVEC L'ORIENT

Une dépêche d'Ottawa annonce que l'hon. George B. Foster, ministre du Commerce, poursuit actuellement une enquête sur les moyens d'encourager le commerce de farine entre le Canada et l'Orient.

M. H. Stevens, député de Vancouver, aux Communes, vient d'avoir une longue entrevue avec M. Foster au sujet du développement de l'industrie de la farine dans l'Est. Le ministre s'est grandement intéressé à cette question et comme résultat de son récent voyage au Japon et en Chine, M. Foster est convaincu que les avantages s'offrent très grands, pour ce commerce avec l'Orient.

Il est probable que l'on parviendrait à trouver une variété de farine autre que celle actuellement manufacturée au Canada et en Europe et qui serait capable de satisfaire les goûts des Orientaux.

LE PRIX DES OEUFS MONTE TOUJOURS

Le prix des oeufs qui a été soumis à une hausse continue depuis le commencement du mois d'octobre, a atteint, hier, un prix inconnu jusqu'ici, sur le marché, depuis au moins trois ou quatre ans. En effet les prix ont atteint hier, 55 à 60 cts pour les oeufs strictement frais 14 cts pour les oeufs No 1 et 35 cts pour les oeufs de choix. On ne notait pas de prix pour les oeufs ordinaires, mais on croit généralement que les oeufs non garantis atteignent un prix absolu de 10 cts pour les oeufs de choix. Quand le producteur en est rendu à demander 55 à 60 cts la douzaine pour les oeufs qu'il offre sur le marché, le consommateur doit faire son calcul, en ajoutant au moins 5 cts la douzaine, en plus, s'il veut s'en procurer pour son déjeuner. La perspective n'est pas gaie, quand on songe que ces prix iront toujours en augmentant, d'ici aux premiers jours de janvier prochain, alors que les oeufs frais commenceront à venir du sud.

LES OPERATIONS VONT CONTINUER

A une assemblée générale officielle des actionnaires de la Intercolonial Coal Mining Co Ltd, tenue, hier matin, les directeurs ont été autorisés à faire continuer l'exploitation de la

LES LAXATIFS NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

Les Laxatifs NA-DRU-CO

se sont particulièrement bons pour les enfants car ils sont agréables à prendre, leur action est douce, et ils n'irritent pas les intestins ni ne provoquent un besoin d'en prendre continuellement ou d'augmenter les doses.

25c. la boîte chez votre pharmacien.

National Drug and Chemical Co. of Canada, Limited, 1777

VENTE DE MINES

Toronto, 21 — On a annoncé hier, que la propriété Teck Hughes, située à Kirkland Lake a été vendue y compris les droits de concession, par le syndicat anglais, représenté, dit-on, par le Harry Cecil. Les trois quarts des intérêts ont été acquis par le syndicat. Le mine Teck Hughes est pratiquement la propriété de la Great Northern Silver Mines Ltd.

La mine Dome Lake, à Porcupine, a également fait l'objet de négociations. La compagnie Hudson Bay Mining a pris une option sur 200,000 actions de la Dome Lake. Cette valeur a été très forte sur le marché local, mais aujourd'hui elle se tient ferme à 16 1/2.

DANS LE MONDE DE L'IMMEUBLE

Le coin de la rue Fullum et de la rue Ontario, contenant 4,400 pieds carrés, a été acquis par un syndicat ayant à sa tête M. J. N. W. Owens, pour le prix de \$85,000, qui représente \$12.50 du pied carré. Cette propriété appartenait à M. J. Pepin.

M. H. Gaudette a acheté de M. J. E. Foisy, pour le prix de \$30,000, une propriété sise au coin de la rue Bordeaux et de l'avenue Mont-Royal.

Plusieurs lots appartenant à M. J. A. Cameron et situés au coin des avenues Belmont et Westmount, ont été vendus à la compagnie Angelis Ltée, pour le prix de \$28,040, c'est-à-dire \$12.50 du pied carré.

La Raymond Cement Products Co. a fait l'acquisition d'une certaine étendue de terrain à la Pointe-aux-Trembles, pour y installer ses usines. Ces lots ont été vendus par M. J. Versailles, pour le somme de \$22,617.

On a enregistré hier au bureau d'enregistrement 59 transports d'immeubles.

BOURSE DE NEW-YORK

(Service de la Presse Associée)

New-York, 21, Wall Street, midi. — Bien que la spéculation ait languie encore aujourd'hui, le marché a cependant montré une légère amélioration comparée avec la veille. La tendance s'est d'abord tournée vers la baisse, mais les prix ont repris une hausse légère, dans la suite. Les obligations ont été assez faciles.

BOURSE DE PARIS

(Service de la Presse Associée)

Paris, 21. — Le commerce a été tranquille à la Bourse, aujourd'hui. La rente trois p.c. a été à 87 francs pour escompte. Le change sur Londres a été de 25 francs et 32 1/2 centimes. Les taux hors banque ont été de 33-4 p.c.

BOURSE DE BERLIN

(Service de la Presse Associée)

Berlin, 21. — Le commerce a été paisible et les prix plutôt faibles à la Bourse aujourd'hui. Les taux hors banque ont été de 4-14 p.c.

BOURSE DE LONDRES

(Service de la Presse Associée)

Londres, 21. — L'argent est rare et le marché a continué d'emprunter à la Banque d'Angleterre aujourd'hui. Le taux de l'escompte s'est maintenu ferme. Bien que le marché soit généralement tranquille, une certaine faiblesse, qui semblait exister lors de l'ouverture, est disparue, avec le concours de diverses influences. Les chemins de fer nationaux et les obligations du Japon ont conduit la marche vers l'amélioration, mais les valeurs mexicaines ont été dans l'incertitude. Les valeurs américaines ont été très irrégulières, dans le cours de l'avant-midi. A midi, les prix variaient de 1/2 à 1 1/2 au-dessous du pair. On a remarqué quelques fluctuations sur la fin de la séance de la bourse et le marché a clôturé tranquille, mais ferme.

BOURSE DES MINES

(Service de la Presse Associée)

Les cours nous sont fournis par M. Fisher et Deane, Brokers, 103 Saint-François-Xavier.

	Offre Dem.
Bailey	3 1/2
Beaver	3 1/2
Can. Gold Fields	3 1/2
Chambers	3 1/2
Cob. Lake	3 1/2
Cob. Reservoir	3 1/2
Dome Ex.	3 1/2
Foley	3 1/2
Great Northern	3 1/2
Hollinger	3 1/2
Jupiter	3 1/2
Kerr Lake	3 1/2
La Rose	3 1/2
Methodie	3 1/2
McKinley	3 1/2
Pearl Lake	3 1/2
Peter Lake	3 1/2
Preston E. Dome	3 1/2
Rea	3 1/2
Sight of Way	3 1/2
Rochester	3 1/2
Silver Leaf	3 1/2
Swatara	3 1/2
Temiskaming	3 1/2
Nipissing	3 1/2
Vibond	3 1/2
Porc. Crown	3 1/2

LE SAULT - AU - RECOLLET

Une assemblée publique des contribuables a été tenue hier soir

Hier soir avait lieu à la salle municipale du Sault-au-Recollet une assemblée de protestation contre le projet de loi devant être soumis sous peu à la Législature de Québec, changeant la municipalité du Sault-au-Recollet en "Ville du Sault-au-Recollet". L'auditoire était des plus nombreux et il y eut plusieurs discours parés de citations et de paroles aigres-douces.

L'assemblée, convoquée dans un but de protestation, ne fut depuis le commencement jusqu'à la fin qu'un long examen de conscience du conseil fait par ses adversaires. En apprenant que M. F. Brousseau, maire de la municipalité, de concert avec quelques conseillers, avait résolu de soumettre à la Législature de Québec un projet de loi changeant en ville la municipalité du Sault-au-Recollet, plusieurs citoyens, parmi lesquels se trouvaient plusieurs candidats battus aux dernières élections, organisèrent une assemblée à laquelle furent invités le maire et les conseillers.

M. L. E. Lortie, échevin du quartier Ouest du Sault et l'un des organisateurs de l'assemblée, fut le premier à adresser la parole.

M. Lortie fit l'histoire des dernières élections municipales où M. Frigon fut battu par M. F. Brousseau, maire actuel. Il critiqua la conduite du maire et de son conseil qui, dans le projet de loi, demandait aux contribuables présents de faire tout en leur possible pour ne pas se voir taxés par la Législature.

Pour connaître à fond l'état actuel des choses et des finances de la municipalité, l'on avait nommé un auditeur qui après avoir examiné les livres du conseil, devait en faire un rapport public. Ce fut M. Sylvestre qui fut chargé de ce travail.

Depuis le 31 décembre 1912, dit M. Sylvestre, l'on avait une trêve dans les livres. La distribution

DE L'OR POUR LE CANADA

(Service de la Presse Associée)

New-York, 21. — On a retiré, aujourd'hui, du Trésor, une somme additionnelle de \$2,000,000 en monnaie d'or, pour être envoyée au Canada.

BOURSE DE MONTREAL

(De notre correspondant)

Assemblée législative, Québec, 21. — Le secrétaire provincial déclare qu'il n'a pas encore reçu le rapport du juge Mercier au sujet de l'enquête sur la commission scolaire. Le rapport est entre les mains du surintendant de l'instruction publique qui fera une étude des témoignages et des conclusions du juge. Ce travail durera plusieurs jours, dit M. de la Bruère, après quoi le rapport sera remis au secrétaire de la province.

NOUVELLE NON CONFIRMEE

(De notre correspondant)

Québec, 21. — La rumeur qu'il serait question de prolonger le terme d'office du bureau de contrôle de Montréal ne trouve pas confirmation ici.

Le premier ministre, interrogé, a déclaré que pour sa part il n'en connaît rien.

ANNEXION A MAISONNEUVE

(De notre correspondant)

Québec, 21. — M. Meunier, député de Soulanges, présentera cet après-midi, à la Chambre, une pétition des municipalités de la Côte Visitation du Sault-au-Recollet et d'une partie de la Longue-Pointe, qui demandent d'être annexées à Maisonneuve et que la représentation totale de ces municipalités soit de cinq échevins.

TROUVE NOYE

(De notre correspondant)

Québec, 21. — Henry Lilliman, âgé de 40 ans, gardien de nuit au pont de Québec, a été trouvé noyé hier matin près de l'un des piliers du pont. Le défunt était un homme sobre et un excellent ouvrier. On ne connaît pas les circonstances de sa mort. Le cadavre a été transporté à la morgue de Lévis.

LES PIETONS

(De notre correspondant)

Le maire a donné instruction au secrétaire municipal de préparer un règlement pour obliger les piétons à attendre le signal des agents de police avant de traverser les rues.

Suzanne ne pressentait pas la grandeur du sacrifice qu'elle avait provoqué: elle ne le soupçonnait qu'à l'instant où il s'accomplissait sous ses yeux, à l'ombre du vieux clocher de Troie.

Au sortir de la messe, Odette avait entraîné sa mère et Gilbert à Trianon, sa promenade favorite qu'elle recommençait sans cesse, sans jamais s'en fatiguer. Heureuse d'avoir ses deux enfants près d'elle, ce jour-là, Mme de Rochecourt, marchant un peu en arrière, contemplait le charmant couple que formaient le frère et la sœur: elle, grande, fine, élancée, d'une extrême distinction sous son simple costume de serge marine; lui, souple et dégagé en sa tournure de sportif. Elle s'arrêtait à considérer son fils qu'elle apercevait en profil perdu. Son visage intelligent et énergique lui parut pâle et, contre son ordinaire, revêtit une singulière expression de lassitude, en cet instant où il ne se croyait pas observé.

Il arrivait au Hameau et pour la centième fois, Odette le parcourait toujours avec la même émotion, cherchant l'ombre de la pauvre grande Reine qui jouait les bergères et que le peuple devait poursuivre de sa haine jusqu'à l'échafaud.

— Que tout ceci devait être joli, dit Odette, lorsque Marie-Antoinette

et ses compagnes l'aimaient de leur gaieté. Que j'aurais voulu voir Trianon au moment où l'on chantait *Pauvre Jacques*. Vois-tu, Gilbert, j'adore le Hameau à cette heure où il est presque toujours désert; j'y suis réver à mon gré et le repêcher de ses jolies laitières aux mains blanches; on croit les voir encore et entendre leurs légers rires et leurs chants.

— Moi aussi, dit Gilbert, promenant autour de lui ses regards étonnés, j'avais, le plus souvent, vu Trianon sous cet aspect, mais aujourd'hui, je ne trouve plus mes bergers de Florian et ses bergères portant au cou un collier sanglant; Trianon pleure son éternelle solitude. N'as-tu pas remarqué, Odette, comme, à certains jours, les mêmes tableaux nous semblent différents?

Il étouffait un léger soupir: il songait à ce paysage d'hiver; les bois sans s'étagent sur les hauteurs de Bois-Gilles qui s'encadraient lumineux dans la haute fenêtre du donjon coupés seulement par la double colonne de pierre; et, maintenant, le printemps revenu, la colline qui se teintait du vert tendre des bourgeons naissants lui semblait triste à pleurer, ce coteau qui bornait sa vue lui pesant de tout son poids sur le cœur.

Odette s'attardait dans sa contemplation rêveuse. Mme de Rochecourt s'était rapprochée.

— Tu me parais fatigué, Gilbert,

je te trouve pâle. Tu travailles trop, mon pauvre enfant!

— Mais non, mère, je vous assure. Seulement, vous savez il y a eu un moment de surmenage... et puis je suis passé par de rudes émotions. Maintenant je travaille, c'est certain, mais pas "trop"; cependant, comme il arrive toujours, après le coup de feu passé, j'en ressens un peu la répercussion. C'est pour cela que j'ai besoin de venir plus souvent près de vous prendre quelques heures de repos.

— Alors nous le verrons davantage, quelle joie! dit Odette. Tu te faisais si rare; je croyais que les charmes de... la Chénèsière te faisaient oublier Versailles.

— Oublier Versailles? si tu ne riais pas, petite sœur, ce serait méchanceté, cela. Mais, sérieusement, ce que je voudrais bien oublier pendant vingt-quatre heures, une fois par semaine, c'est la Chénèsière, avec son vacarme perpétuel et le mouvement de ses machines qui emportent ma pauvre cervelle dans leur ronde infernale et sans trêve!

(A suivre)

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

Union Label

ESSAYEZ-EN UN PAQUET, mettez le dans votre théière et votre goût sera charmé en cinq minutes.



NOIR OU VERT / CONSERVE ET VENDU EN PAQUETS / NATUREL / CACHETES DE PLOMB SEULEMENT

ACCESSOIRES POUR CONCIERGES

Seaux, Tordeurs, Torchons en fil, (Moppes) pour plancher, Balais en Crins, Balais Mécaniques, Cire à plancher, Poudre hygiénique à balayer, Seaux en pulpe, Balais en laine pour parquet ciré, Plumeaux, etc.

La Ferronnerie Bernier

126 BLVD SAINT-LAURENT

Près rue Vitré

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour Supérieure No. 3753—Gustav A. Varstetter, de la cité de Montréal, faisant office de demandeur, vs. L. Hamelin, défendeur, et E. Varin, tiers saisi. Le 28me jour de novembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour Supérieure, au domicile du dit défendeur, au No. 2911 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice les biens et effets du dit tiers saisi, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ANTOINE LAPIERRE, H.C.S.

Montréal, 19 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 2419—J. A. Richard, demandeur, vs. J. Schiller, défendeur, et E. Varin, tiers saisi. Le 28me jour de novembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 2911 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice les biens et effets du dit tiers saisi, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ANTOINE LAPIERRE, H.C.S.

Montréal, 20 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions: argent comptant. ED. DESROCHES, H.C.S.

Montréal, 21 novembre 1913.

PROVINCE DE QUEBEC, district de Montréal, Cour de Circuit No. 15843—S. Patenaude, demandeur, vs. A. Plouffe, défendeur. Le 1er jour de décembre 1913, à onze heures de l'avant-midi, devant le juge de la Cour de Circuit, au domicile du dit défendeur, au No. 1157 rue Davidson en la cité de Montréal, se sont vendus par autorité de justice, les biens et effets du dit défendeur, saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions

